



**PRÉFET
DE LA DORDOGNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS
N°24-2023-053**

PUBLIÉ LE 13 OCTOBRE 2023

Sommaire

ARS NOUVELLE-AQUITAINE /

24-2023-09-26-00002 - Arrêté portant modification de l'agrément d'une entreprise de transports sanitaires : "Ambulances Ginestie et Fils" à Tocane St-Apre (9 pages) Page 4

DDFP /

24-2023-10-02-00004 - Arrêté DDFiP du 2 octobre 2023. Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II du code général des impôts (2 pages) Page 14

24-2023-09-01-00024 - Arrêté DDFiP/SIP de NONTRON du 1er septembre 2023 portant délégation de signature, accordée par la Comptable, responsable du Service des Impôts des Particuliers de NONTRON à ses collaborateurs (4 pages) Page 17

DDT /

24-2023-10-02-00005 - Arrêté de la direction départementale des territoires portant subdélégation de signature. (6 pages) Page 22

24-2023-09-22-00003 - Décision Anah de nomination du délégué adjoint et délégation de signature à M. Didon (2 pages) Page 29

24-2023-10-09-00003 - décision de subdélégation de signature du délégué adjoint de l'Agence Anah à l'un ou plusieurs de ses collaborateurs (4 pages) Page 32

DDT / SEER

24-2023-10-03-00002 - Arrêté n°DT/SEN/EM/23-074 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées Opération d'aménagement foncier, agricole, forestier et environnemental (AFAFE) La Gonterie-Boulounieix, commune déléguée de Brantôme-en-Périgord (4 pages) Page 37

24-2023-10-05-00002 - Arrêté n° DDT/SEER/2023-050 du 5 octobre 2023 portant mesures de limitation des usages de l'eau (25 pages) Page 42

DGFIP /

24-2023-04-04-00004 - Décision d'inutilité du 04 04 2023 d'un ensemble immobilier du domaine privé de l'Etat (2 pages) Page 68

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations /

24-2023-10-10-00002 - Arrêté préfectoral portant une zone réglementée temporaire à la suite de la déclaration d'infection de la maladie hémorragique (MHE) d'un établissement élevage (6 pages) Page 71

Préfecture de la Dordogne / Bureau de la Démocratie Locale, des Elections et des Réglementations

24-2023-10-12-00001 - Arrêté portant classement de l'office de tourisme Sarlat-Perigord Noir dans la catégorie I (2 pages) Page 78

Préfecture de la Dordogne / CABINET

24-2023-10-09-00002 - VIDEOPROTECTION-Commune de
MONTPON-MENESTEROL-arrêté-1120-09102023 (2 pages) Page 81

Préfecture de la Dordogne / SIDPC

24-2023-10-10-00001 - Arrêté portant composition du jury suite à l'emploi relative
à l'unité d'enseignement "Pédagogie Appliquée à l'Emploi de Formateur aux
Premiers Secours" (2 pages) Page 84

Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda /

24-2023-10-11-00001 - AP abrogation carte communale La Roque Gageac (4
pages) Page 87

24-2023-10-11-00002 - AP abrogation CC Marcillac-Saint-Quentin (4 pages) Page 92

24-2023-10-11-00003 - AP abrogation CC Marquay (4 pages) Page 97

24-2023-10-11-00004 - AP abrogation CC Proissans (4 pages) Page 102

24-2023-10-11-00005 - AP abrogation CC Saint-André-d'Allas (4 pages) Page 107

24-2023-10-11-00007 - AP abrogation CC Saint-Vincent-de-Cosse (4 pages) Page 112

24-2023-10-11-00006 - AP abrogation CC Saint-Vincent-le-Paluel (4 pages) Page 117

24-2023-10-11-00008 - AP abrogation CC Sainte-Nathalène (4 pages) Page 122

24-2023-10-11-00009 - AP abrogation CC Tamniès (4 pages) Page 127

24-2023-10-09-00001 - Arrêté portant convocation des électeurs et fixant les
périodes de réception de candidatures en vue de l'élection municipale partielle
complémentaire de la commune de Vézac les 26 novembre 2023 et 3 décembre
2023 (4 pages) Page 132

ARS NOUVELLE-AQUITAINE

24-2023-09-26-00002

Arrêté portant modification de l'agrément d'une
entreprise de transports sanitaires : "Ambulances
Ginestie et Fils" à Tocane St-Apre

Arrêté portant modification de l'agrément d'une entreprise de transports sanitaires

Le Directeur Général de l'Agence régionale de santé Nouvelle-Aquitaine

VU la loi n° 86-11 du 6 janvier 1986 modifiée relative à l'aide médicale urgente et aux transports sanitaires et notamment son titre III ;

VU les articles L. 6312-1 et suivants, R. 6312-1 et suivants et R. 6313-5 et suivants du Code de la Santé Publique relatifs à l'agrément des transports sanitaires et l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires terrestres ;

VU le décret n° 2012-1007 du 29 août 2012 relatif à l'agrément nécessaire aux transports sanitaires terrestres et à l'autorisation de mise en service de véhicules de transports sanitaires ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les caractéristiques et les installations matérielles pour les véhicules affectés aux transports sanitaires terrestres ;

VU la décision portant délégation permanente de signature du Directeur Général de l'ARS Nouvelle-Aquitaine en date du 23 juin 2023 ;

VU l'arrêté en date du 12 mars 2013, portant modification de l'agrément de l'entreprise de transports sanitaires SARL « Ambulances GINESTIE et Fils » sous le numéro 24 89 31, pour effectuer des transports sanitaires ;

VU le courrier en date du 24 août 2023 de Monsieur Bernard GINESTIE, nous informant du changement de gérance de la SARL « Ambulances GINESTIE et Fils » – Boulevard de la Gare à Tocane Saint-Apre (24350) ;

VU le procès-verbal de l'assemblée générale mixte 18 décembre 2018 nommant Monsieur Bernard GINESTIE en qualité de co-gérant, au sein de la SARL « Ambulances GINESTIE et Fils » – Le Bourg à Tocane Saint-Apre (24350) ;

VU l'extrait Kbis d'immatriculation au Greffe du Tribunal de Commerce de Périgueux en date du 6 avril 2023 désignant Monsieur Eric GINESTIE et Monsieur Bernard GINESTIE co-gérants de la SARL « Ambulances GINESTIE et Fils » Le Bourg à Tocane Saint-Apre (24350) ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de modifier l'agrément de cette société en conséquence ;

SUR proposition de Monsieur le Directeur de la Délégation Départementale de Dordogne ;

ARRETE

Article 1^{er} :

L'arrêté en date du 12 mars 2013 est modifié comme suit :

La SARL « Ambulances GINESTIE et Fils » dont les co-gérants sont Monsieur Eric GINESTIE et Monsieur Bernard GINESTIE est agréée pour exploiter ladite entreprise sous le numéro d'autorisation 24 89 31 sur deux sites :

Premier site : Le Bourg – 24350 TOCANE ST-APRE

Second site : 66, Rue du 26 Mars 1944 – 24600 RIBERAC

Pour l'accomplissement :

- Des transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente,
- Des transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescriptions médicales.

Article 2 :

L'entreprise de transport sanitaire SARL « Ambulances GINESTIE et Fils » ne peut disposer que des véhicules ci-après :

Sur le site de TOCANE SAINT-APRE :

| | |
|---|--|
| 1 ambulance catégorie A 1 ambulances catégorie C | 4 Voitures Sanitaires Légères catégorie D |
|---|--|

Sur le site de RIBERAC :

| | |
|---|--|
| 1 ambulance catégorie A 1 ambulances catégorie C | 3 Voitures Sanitaires Légères catégorie D |
|---|--|

et désignés comme étant en service dans les annexes A du présent arrêté.

Article 3 :

L'entreprise de transport sanitaire SARL « Ambulances GINESTIE et Fils » doit disposer du personnel nécessaire à l'équipage des véhicules de catégorie A ou C ainsi qu'à ceux de catégorie D, enregistrés sur les annexes B du présent arrêté, conformément à l'article R 6312-6 du code de la santé publique.

Article 4 :

Les co-gérants, Monsieur Eric GINESTIE et Monsieur Bernard GINESTIE, devront porter immédiatement à la connaissance du directeur de la délégation départementale de la Dordogne de l'Agence Régionale de Santé de Nouvelle Aquitaine, toute modification dans les conditions de fonctionnement de son entreprise de transports sanitaires et, notamment :

- toute mise en service de véhicule nouveau,
- toute mise hors service ou cession de véhicule,
- toute embauche de personnel,
- toute cessation de travail dans son entreprise de ce même personnel.

Article 5 : L'inobservation par le responsable de l'entreprise de transports sanitaires de l'ensemble des dispositions ci-dessus pourra entraîner le retrait d'agrément.

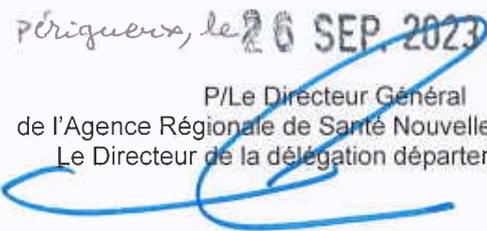
Article 6 : Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou, à l'égard des tiers, de sa publication, de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine ;
- d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre des solidarités et de la santé,
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent (ce dernier peut être saisi par requête adressée par lettre recommandée avec accusé de réception ou de manière dématérialisée via l'application « Télérecours Citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr).

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne.

Périgueux, le 26 SEP. 2023

P/Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé Nouvelle Aquitaine,
Le Directeur de la délégation départementale



• Didier COUTEAUD

**ANNEXE A L'ARRETE de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale d'Aquitaine
PORTANT AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SANITAIRES**

en date du 26 septembre 2023

ci-après désignée :

Nom de l'entreprise : **AMBULANCES GINESTIE et FILS SARL**
n° agrément : **24 89 31**
Co-Gérance : **Monsieur GINESTIE Eric
Monsieur GINESTIE Bernard**
Adresse : **Le bourg
24350 TOCANE st APRE**
N° téléphone fixe : **05 53 90 72 72**

Participation à la GARDE AMBULANCIERE : OUI

ANNEXE A

Véhicules utilisables par l'entreprise :

I -Véhicules mentionnés à l'article 6312-8 du Code de la Santé Publique (AMBULANCES catégories A & C)

| MARQUE | Catégorie | Puissance fiscale | numéro minéralogique | Date enregistrement et contrôle technique | Véhicules remplacé |
|---------|-----------|-------------------|----------------------|---|--------------------|
| OPEL | A | 5 | EF 469 KH | 27/10/21 | AP-079-BF |
| RENAULT | C | 6 | 7631 VP 24 | 26/10/04 | 1355-SH-24 |

II-Véhicules mentionnés à l'article 6312-8 du Code de la Santé Publique (Voitures sanitaires Légères -Catégorie D)

| MARQUE | Catégorie | Puissance fiscale | numéro minéralogique | Date enregistrement et contrôle technique | Véhicules remplacé |
|---------|-----------|-------------------|----------------------|---|--------------------|
| RENAULT | D | 5 | EH 908 CE | 26/12/16 | BF-210-LT |
| RENAULT | D | 5 | EK 836 KF | 03/03/17 | BZ-704-WL |
| CITROEN | D | 7 | CL 474 ZE | 04/02/13 | 6209-VY-24 |
| RENAULT | D | 5 | EK 409 KF | 03/03/17 | BP-752-QP |

PERIGUEUX, le

**ANNEXE A L'ARRETE de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale d'Aquitaine
PORTANT AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SANITAIRES**

en date du 26 septembre 2023

ci-après désignée :

Nom de l'entreprise : **AMBULANCES GINESTIE et FILS SARL**
n° agrément : **24 89 31**
Co-Gérance : **Monsieur GINESTIE Eric
Monsieur GINESTIE Bernard**
Adresse : **Le bourg
24350 TOCANE st APRE**
N° téléphone fixe : **05 53 90 72 72**

Participation à la GARDE AMBULANCIERE : OUI

ANNEXE B

I - PERSONNEL REMPLISSANT LES CONDITIONS DE CAPACITE PREVUES à l'article R 6312-7 du Code de la Santé Publique : CCA (Certificat de Capacité d'Ambulancier) ou DEA (Diplôme d'Etat d'Ambulancier)

| NOM & Prénom | Date et lieu de naissance | DIPLÔME | Date du DIPLÔME | Date du DEBUT d'EMPLOI dans l'entreprise | durée hebdomadaire de travail | Type de contrat |
|-------------------------|---------------------------|---------|-----------------|--|-------------------------------|-----------------|
| DESPOIT Nathalie | 02/01/65 | CCA | 10/07/86 | 01/07/89 | 1/2 ETP | CDI |
| GINESTIE Bernard | 26/12/68 | CCA | 24/01/95 | 24/01/95 | 1/2 ETP | gérant |
| LACHAUD Nicolas | 16/08/76 | CCA | 16/07/01 | 16/02/09 | 1/2 ETP | CDI |
| LE CANN Analie | 04/06/85 | DEA | 23/07/07 | 16/02/09 | 1/2 ETP | CDI |
| MALLET Audrey | 29/04/95 | DEA | 17/01/19 | 14/06/21 | 1 ETP | CDI |
| PERRIER REPLEIN Sylvain | 12/07/79 | CCA | 05/07/07 | 15/07/14 | 1/2 ETP | CDI |

PERIGUEUX, le

mise à jour du 26/09/2023

VISA

**ANNEXE A L'ARRETE de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale d'Aquitaine
PORTANT AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SANITAIRES**

en date du 26 septembre 2023

ci-après désignée :

Nom de l'entreprise : AMBULANCES GINESTIE et FILS SARL
n° agrément : 24 89 31
Co-Gérance : Monsieur GINESTIE Eric
Monsieur GINESTIE Bernard
Adresse : Le bourg
24350 TOCANE st APRE
N° téléphone fixe : 05 53 90 72 72

Participation à la GARDE AMBULANCIERE : OUI

ANNEXE B

II- PERSONNEL REMPLISSANT LES CONDITIONS DE CAPACITE PREVUES à l'article R 6312-7 du Code de la Santé Publique

| NOM & Prénom | Date et lieu de naissance | DIPLÔME | Date du DIPLÔME | Date du DEBUT d'EMPLOI dans l'entreprise | durée hebdomadaire de travail | Type de contrat |
|----------------------|---------------------------|---------|-----------------|--|-------------------------------|-----------------|
| DUBES Damien | 15/11/66 | AA | 05/04/23 | 02/05/23 | 1 ETP | CDD |
| GAMBETTE Jean-Pierre | 05/11/66 | AA | 11/04/22 | 01/08/23 | 1 ETP | CDD |
| GINESTIE Corinne | 29/07/69 | AFPS | 16/09/00 | 19/02/01 | 1/2 ETP | CDI |
| GINESTIE Eric | 08/02/85 | AFPS | 08/02/85 | 01/01/89 | 1/2 ETP | gérant |
| GYSEMANS Stéphane | 24/08/65 | AA | 16/09/20 | 05/10/20 | 1/2 ETP | CDD |
| PELLETINGEAS Arnaud | 25/10/87 | AA | 09/12/16 | 06/02/17 | 1/2 ETP | CDD |
| PONIE Philippe | 20/04/86 | AA | 10/10/14 | 01/12/14 | 1/2 ETP | CDD |

PERIGUEUX, le

mise à jour du 26/09/2023

VISA

Mise à jour du 26/09/2023

**ANNEXE A L'ARRETE de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale d'Aquitaine
PORTANT AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SANITAIRES**

en date du 26 septembre 2023

ci-après désignée :

Nom de l'entreprise : AMBULANCES GINESTIE et FILS SARL
n° agrément : 24 89 31
Co-Gérance : Monsieur GINESTIE Eric
Monsieur GINESTIE Bernard
Adresse : 66 rue du 26 mars 1944
24600 RIBERAC
N° téléphone fixe : 05 53 90 91 76

Participation à la GARDE AMBULANCIERE : OUI

ANNEXE A

Véhicules utilisables par l'entreprise :

I - Véhicules mentionnés à l'article 6312-8 du Code de la Santé Publique
(AMBULANCES catégories A & C)

| MARQUE | Catégorie | Puissance fiscale | numéro minéralogique | Date enregistrement | Véhicule remplacé |
|---------|-----------|-------------------|----------------------|---------------------|-------------------|
| RENAULT | A | 8 | DW 914 KF | 12/06/20 | AD-400-DP |
| FORD | C | 8 | 6976 VA 24 | 10/03/14 | 9215-TL-24 |

II - Véhicules mentionnés à l'article 6312-8 du Code de la Santé Publique
(Voitures sanitaires Légères - Catégorie D)

| MARQUE | Catégorie | Puissance fiscale | numéro minéralogique | Date enregistrement | Véhicule remplacé |
|---------|-----------|-------------------|----------------------|---------------------|-------------------|
| PEUGEOT | D | 6 | DB 668 VS | 08/01/14 | 2168-VT-24 |
| RENAULT | D | 5 | EH 911 ED | 24/01/17 | 6273-WM-24 |
| RENAULT | D | 6 | DB 740 VR | 28/01/14 | 6275-WM-24 |

PERIGUEUX, le

VISA

Mise à jour du 26/09/2023

ANNEXE A L'ARRETE de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale d'Aquitaine PORTANT AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SANITAIRES

en date du 26 septembre 2023

ci-après désignée :

Nom de l'entreprise : AMBULANCES GINESTIE et FILS SARL
n° agrément : 24 89 31
Co-Gérance : Monsieur GINESTIE Eric
Monsieur GINESTIE Bernard
Adresse : 66 rue du 26 mars 1944
24600 RIBERAC
N° téléphone fixe : 05 53 90 91 76

Participation à la GARDE AMBULANCIERE : OUI

ANNEXE B

I - PERSONNEL REMPLISSANT LES CONDITIONS DE CAPACITE PREVUES à l'article R 6312-7 du Code de la Santé Publique : CCA
(Certificat de Capacité d'Ambulancier) ou DEA (Diplôme d'Etat d'Ambulancier)

| NOM & Prénom | Date et lieu de naissance | DIPLÔME | Date du DIPLÔME | Date du DEBUT d'EMPLOI dans l'entreprise | durée hebdomadaire de travail | Type de contrat |
|-------------------------|---------------------------|---------|-----------------|--|-------------------------------|-----------------|
| DESSPORT Nathalie | 02/01/65 | CCA | 10/07/86 | 01/07/89 | 1/2 ETP | CDI |
| GINESTIE Bernard | 26/12/68 | CCA | 24/01/95 | 24/01/95 | 1/2 ETP | CDI |
| LACHAUD Nicolas | 16/08/76 | CCA | 16/07/01 | 16/02/09 | 1/2 ETP | CDI |
| LE CANN Analie | 04/06/85 | DEA | 23/07/07 | 16/02/09 | 1/2 ETP | CDI |
| PERRIER REPLEIN Sylvain | 12/07/79 | CCA | 05/07/07 | 15/07/14 | 1/2 ETP | CDI |

PERIGUEUX, le

VISA

Mise à jour du 26/09/2023

**ANNEXE A L'ARRETE de Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale d'Aquitaine
PORTANT AGREMENT DE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS SANITAIRES**

en date du 26 septembre 2023

ci-après désignée :

Nom de l'entreprise : AMBULANCES GINESTIE et FILS SARL
n° agrément : 24 89 31
Co-Gérance : Monsieur GINESTIE Eric
Monsieur GINESTIE Bernard
Adresse : 66 rue du 26 mars 1944
24600 RIBERAC
N° téléphone fixe : 05 53 90 91 76

Participation à la GARDE AMBULANCIERE : OUI

ANNEXE B

II- PERSONNEL REMPLISSANT LES CONDITIONS DE CAPACITE PREVUES à l'article R 6312-7 du Code de la Santé Publique

| NOM & Prénom | Date et lieu de naissance | DIPLÔME | Date du DIPLÔME | Date du DEBUT d'EMPLOI dans l'entreprise | durée hebdomadaire de travail | Type de contrat |
|---------------------|---------------------------|---------|-----------------|--|-------------------------------|-----------------|
| GINESTIE Corinne | 29/07/69 | AFPS | 16/09/00 | 19/02/01 | 1/2 ETP | CDI |
| GINESTIE Eric | 08/02/85 | AFPS | 08/02/85 | 01/01/89 | 1/2 ETP | gérant |
| PELLETINGEAS Arnaud | 25/10/87 | AA | 09/12/16 | 06/02/17 | 1/2 ETP | CDD |
| PONIE Philippe | 20/04/86 | AA | 10/10/14 | 01/12/14 | 1/2 ETP | CDI |

PERIGUEUX, le

VISA

DDFP

24-2023-10-02-00004

Arrêté DDFiP du 2 octobre 2023. Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II du code général des impôts

Arrêté DDFiP du 2 octobre 2023

Liste des responsables de service disposant de la délégation de signature en matière de contentieux et de gracieux prévue par le III de l'article 408 de l'annexe II du code général des impôts

Article 1^{er}

| Prénom NOM | Responsables des services |
|--|---|
| Services des Impôts des Entreprises | |
| Jean-François BARRAIL | Bergerac |
| Christine MEYNADIER | Périgueux |
| Services des Impôts des Particuliers | |
| Karine BENEDETTO | Bergerac |
| Brigitte GOULLIART | Nontron |
| Patricia BITTARD | Périgueux |
| Pierre-Marie BESSE (intérim) | Sarlat |
| Service de Publicité Foncière et d'Enregistrement | |
| Jean-Louis POMIER | Périgueux |
| Brigades | |
| Fabrice ARCHAMBAULT DE VENÇAY | Brigade Départementale de Vérification |
| Damien PAMART | Brigade de Contrôle et de Recherches |
| Pôles | |
| Philippe BELLART | Pôle de Contrôle et d'Expertise |
| Frédéric SOUDEILLE | Pôle de Recouvrement Spécialisé |
| Stephan JOSSE | Pôle de Contrôle des Revenus et du Patrimoine |
| Service Départemental des Impôts Foncier | |
| Amaury FOURNEL | Périgueux |

Article 2

Le présent arrêté abroge l'arrêté DDFiP n° 24-2023-08-21-00003 du 21 août 2023.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le 2 octobre 2023

L'Administrateur de l'Etat,
Directeur départemental des finances publiques de la Dordogne,



Didier BIANCHINI

DDFP

24-2023-09-01-00024

Arrêté DDFiP/SIP de NONTRON du 1er septembre 2023 portant délégation de signature, accordée par la Comptable, responsable du Service des Impôts des Particuliers de NONTRON à ses collaborateurs



**Arrêté DDFiP/SIP de NONTRON du 1^{er} septembre 2023 portant délégation de signature,
accordée par la Comptable, responsable du Service des Impôts des Particuliers
de NONTRON à ses collaborateurs**

La Comptable, responsable du Service des Impôts des Particuliers de NONTRON

Vu le code général des impôts, et notamment l'article 408 de son annexe II et les articles 212 à 217 de son annexe IV ;

Vu le livre des procédures fiscales, et notamment les articles L. 247 et R* 247-4 et suivants ;

Vu le décret n° 2008-309 du 3 avril 2008 portant diverses dispositions relatives à la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2009-707 du 16 juin 2009 relatif aux services déconcentrés de la direction générale des finances publiques ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment son article 16 ;

Arrête :

Article 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Isabelle GACQUER, adjointe à la responsable du service et à Marie-Laurence ROUSSARIE, Contrôleur principal au service des impôts des particuliers de NONTRON, à l'effet de signer :

1°) dans la limite de 20 000 €, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office ;

2°) en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération, transaction ou rejet dans la limite de 5 000 € ;

3°) les documents nécessaires à l'exécution comptable des décisions contentieuses et gracieuses, sans limitation de montant ;

4°) au nom et sous la responsabilité de la comptable soussignée,

a) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, le délai accordé ne pouvant excéder 10 mois et porter sur une somme supérieure à 10 000 € ;

b) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ainsi que pour ester en justice ;

c) tous actes d'administration et de gestion du service.

Article 2

1°) dans la limite de 10 000 €, délégation de signature est donnée à l'effet de signer, en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou restitution d'office et dans la limite de 5 000 €, en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, à l'agent des finances publiques de catégorie B désigné ci-après :

| |
|---------------------|
| Prénom NOM |
| Christine PUYRIGAUD |
| Christelle ROBERT |

2°) dans la limite de 2 000 €, délégation de signature est donnée à l'effet de signer en matière de contentieux fiscal d'assiette, les décisions d'admission totale, d'admission partielle ou de rejet, de dégrèvement ou de restitution d'office, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

| | | |
|---------------|---------------------------|---------------------|
| Prénom NOM | Prénom NOM | Prénom NOM |
| Nadine RICLET | Isabelle GUERIN-LONGIERAS | Patricia HOUSSEMAND |

3°) dans la limite de 300 €, délégation de signature est donnée à l'effet de signer en matière de gracieux fiscal, les décisions portant remise, modération ou rejet, aux agents des finances publiques de catégorie C désignés ci-après :

| | | |
|---------------|---------------------------|---------------------|
| Prénom NOM | Prénom NOM | Prénom NOM |
| Nadine RICLET | Isabelle GUERIN-LONGIERAS | Patricia HOUSSEMAND |

Article 3

Délégation de signature est donnée à l'effet de signer :

1°) les décisions gracieuses, relatives aux pénalités et aux frais de poursuites, portant remise, modération ou rejet, dans la limite précisée dans le tableau ci-dessous ;

2°) les décisions relatives aux demandes de délai de paiement, dans les limites de durée et de montant indiquées dans le tableau ci-après ;

3°) l'ensemble des actes relatifs au recouvrement, et notamment les actes de poursuites et les déclarations de créances ;

aux agents désignés ci-après :

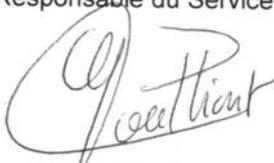
| Prénom et Nom des agents | Grade | Limite des décisions gracieuses | Durée maximale des délais de paiement | Somme maximale pour laquelle un délai de paiement peut être accordé |
|--------------------------|-------|---------------------------------|---------------------------------------|---|
| Nathalie VERNAT | Agent | 300 € | 6 mois | 3 000 € |

Article 4

Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 24-2023-01-02-00003 du 2 janvier 2023 et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne.

A NONTRON, le 1er septembre 2023

La Comptable,
Responsable du Service des Impôts des Particuliers de NONTRON



Brigitte GOULLIART

Brigitte GOULLIART
Inspectrice Divisionnaire
des Finances Publiques

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES
DE NONTRON
17 Place Alfred Agard
24300 NONTRON
Tél 05 53 60 82 00

DDT

24-2023-10-02-00005

Arrêté de la direction départementale des territoires
portant subdélégation de signature.

**Arrêté de la direction départementale des territoires
portant subdélégation de signature**

Le Directeur Départemental des Territoires

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et département et notamment son article 44 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 24-2023-09-01-00013 du 1^{er} septembre 2023 donnant délégation de signature à M. Emmanuel DIDON, directeur départemental des territoires de la Dordogne ;

Vu l'arrêté du Premier Ministre et du Ministre de l'Intérieur du 12 août 2020 portant nomination de Mme Virginie AUDIGE en qualité de directrice départementale adjoint des territoires de la Dordogne ;

Sur proposition de M. Emmanuel DIDON, directeur départemental des territoires de la Dordogne ;

Arrête

Article 1^{er} : En application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral n° 24-2023-09-01-00013 du 1^{er} septembre 2023; subdélégation est donnée à :

Madame Virginie AUDIGE, directrice adjointe de la direction départementale des territoires

à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions et compétences, l'ensemble des actes administratifs mentionnés dans l'arrêté préfectoral n° 24-2023-09-01-00013 du 1^{er} septembre 2023 susvisé.

Article 2 : En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Virginie AUDIGE, subdélégation est donnée aux chefs de services, chefs de pôles ou chefs d'unités à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions respectives, les décisions précisées dans le tableau ci-après :

Adresse postale : Les services de l'Etat en Dordogne - Cité administrative
24024 Périgueux cedex
Adresse physique : DDT de la Dordogne – 16, rue du 26^{ème} RI – PÉRIGUEUX
Tél : 05 53 45 56 00 – Fax : 05 53 45 56 50 – Mél : ddt@dordogne.gouv.fr



| Nom - Prénom | Fonction | Domaine d'intervention | Articles de référence de l'arrêté 24-2023-09-01-00013 du 1^{er} septembre 2023 |
|-----------------------|---|--|--|
| Patrick CHERITEL | Direction – Chef de mission | - Administration générale (congés) | Article 1er-I-1 (congés) |
| Laëtitia KARM-ROY | Direction - Cheffe de pôle | - Administration générale (congés) - Contentieux - Infraction au code de l'urbanisme | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-3 Article 1er-V-2 |
| Sophie ALALINARDE | Direction – assistante de direction | - Validation des ordres de mission sur Chorus DT | Article 1er-I-1 (gestion des personnels) |
| Elisa BLANCHET | Direction – assistante de direction | - Validation des ordres de mission sur Chorus DT | Article 1er-I-1 (gestion des personnels) |
| Virginie MAHIEUX | SETAF – cheffe de service | - Administration générale (congés) - Agriculture-forêt | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-II- 4,5 et 6 |
| Alexandra TAILLANDIER | SETAF – adjointe à la cheffe de service | - Administration générale (congés) - Agriculture - Forêt | Article 1er-I-I (congés) Article 1er-II-4, 5 et 6 |
| Christophe CONSTANT | SETAF – chef de pôle | - Administration générale (congés) | Article 1er-I-1 (congés) |
| Danièle LALOI | SETAF – cheffe de pôle | - Administration générale (congés) - Forêt (hors décision concernant les contrôles sur place) | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-II-5 |
| Stéphane THIESSE | SETAF - chef de pôle | - Administration générale (congés) - Production et structures agricoles | Article 1er-I-I (congés) Article 1er-II-4 |
| Blandine FEVRIER | SETAF - cheffe de pôle | - Administration générale (congés) - Production et structures agricoles | Article 1er-I-I (congés) Article 1er-II-4 |
| Christophe CONSTANT | SETAF - chef de pôle | - Administration générale (congés) - Production et structures agricoles | Article 1er-I-I (congés) Article 1er-II-4 |
| Laurent PEZON | SETAF – adjoint cheffe de pôle | - Administration générale (congés) - Forêt (hors décision concernant les contrôles sur place) | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-II-5 |
| Céline DELRIEUX | SEER – cheffe de service | - Administration générale (congés) - Contentieux - Travaux des collectivités - Eau - environnement - domaine fluvial - MISEN | Article 1er-I (congés) Article 1 ^{er} -1-3 Article 1er-II-2 et 3 Article 1er – IV Article 2 |
| Sophie MIQUEL | SEER – adjointe à la cheffe de service | - Administration générale (congés) - Contentieux - Travaux des collectivités - Eau - environnement - domaine fluvial - MISEN | Article 1er-I-1 (congés) Article 1 ^{er} -1-3 Article 1er-II-2 et 3 Article 1er – IV Article 2 |
| Damien SAPELIER | SEER – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Risques naturels | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-IV-13 |
| Maxime RENARD | SEER – chef de pôle | - Administration générale (congés) - Pêche - Chasse - Exposition et naturalisation animaux - Préservation de l'environnement - Agrément des gardes particuliers | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-IV-5 Article 1er-IV-6 Article 1er-IV-9 Article 1er-IV-10 Article 1er-IV-11 |
| Mathilde BALCERAK | SEER – cheffe de pôle | - Administration générale (congés) - Police de l'eau et des milieux aquatiques | Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-IV-3 Article 1er-IV-4 |

| | | | |
|-------------------|--|--|---|
| | | <ul style="list-style-type: none"> - Police des eaux non domaniales - MISEN et SAGE - Pêche - Gestion et conservation du DPF - Police de la navigation | <p>Article 2 Article 1er-IV-5 Article 1er-IV-1 Article 1er-IV-2</p> |
| Dominique LEVEQUE | SEER – chef de pôle | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Police de l'eau et des milieux aquatiques - Police des eaux non domaniales - MISEN et SAGE - Pêche | <p>Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-IV-3 Article 1er-IV-4 Article 2 Article 1er-IV-5</p> |
| Maxime BOIZON | SEER – chargé de mission | <ul style="list-style-type: none"> - MISEN et SAGE | <p>Article 2</p> |
| Romain LORTHOLARY | SADD – chef de service | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Contentieux - Passation des marchés publics - Urbanisme, habitat et construction - Transports - Publicité (hors autorisation et remarques sur déclaration) | <p>Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-3 Article 1er-I-5 Article 1er-V Article 1er-III Article 1er-IV-12</p> |
| Stéphane HONORÉ | SADD - chef de pôle | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Contentieux - Urbanisme, fiscalité de l'urbanisme et archéologie préventive - Publicité (hors autorisation et remarques sur déclaration) | <p>Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-3 Article 1er-V Article 1er-IV-12</p> |
| Julien BARBEZIEUX | SADD - chef de pôle | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Contentieux - Passation des marchés publics - Urbanisme, habitat et construction | <p>Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-I-3 Article 1er-I-5 Article 1er-V</p> |
| Cécile LABORDE | SADD – cheffe de cellule | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Habitat | <p>Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-V-1</p> |
| Nathalie FOURNIER | SADD – adjointe à la cheffe de cellule | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Habitat | <p>Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-V-1</p> |
| Sylvie DANG | SADD - cheffe de cellule | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) | <p>Article 1er-I-1 (congés)</p> |
| Olivier TRIGO | SADD – chef de cellule | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Habitat – Habitat indigne - Accessibilité aux personnes handicapées | <p>Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-V-1 Article 1er-V-5</p> |
| Muriel ROND | SADD – cheffe de cellule | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Autorisations d'occupation des sols | <p>Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-V-2</p> |
| Israel TUTAR | SADD – responsable de mission | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Autorisations d'occupation des sols et planification | <p>Article 1er-I-1 Article 1er-V-2</p> |
| Mélanie CHRETIEN | SADD – cheffe de mission | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Autorisations d'occupation des sols et planification | <p>Article 1er-I-1 Article 1er-V-2</p> |
| Eric JEAMMET | SADD – chargé de mission accessibilité | <ul style="list-style-type: none"> - Accessibilité aux personnes handicapées | <p>Article 1er-V-5</p> |
| Fanny VIERGE | SADD – cheffe de pôle | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Transports | <p>Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-III</p> |
| Isabelle PERRIER | DTPN – déléguée territoriale | <ul style="list-style-type: none"> - Administration générale (congés) - Habitat et construction | <p>Article 1er-I-1 (congés) Article 1er-V-1.7</p> |

| | | | |
|-------------------|--|--|---|
| | | - Planification : POS et PLU | Article 1er-V-2-3 |
| Nicolas CASTANIER | DTPN – adjoint au délégué territorial | - Administration générale (congrés) - Habitat et construction - Planification : POS et PLU | Article 1er-I-1 (congrés) Article 1er-I-7 Article 1er-V-2-3 |
| Corine STRADY | DTPV – déléguée territoriale | - Administration générale (congrés) - Habitat et construction - Planification : POS et PLU | Article 1er-I-1 (congrés) Article 1er-I-7 Article 1er-V-2-3 |
| Adrienne RAMOS | DTPV – adjointe à la déléguée territoriale | - Administration générale (congrés) - Habitat et construction - Planification : POS et PLU | Article 1er-I-1 (congrés) Article 1er-I-7 Article 1er-V-2-3 |
| Antoine DEWASMES | DTB – délégué territorial | - Administration générale (congrés) - Habitat et construction - Planification : POS et PLU | Article 1er-I-1 (congrés) Article 1er-I-7 Article 1er-V-2-3 |
| Eric YANN | DTB – adjoint au délégué territorial | - Administration générale (congrés) - Habitat et construction - Planification : POS et PLU | Article 1er-I-1 (congrés) Article 1er-I-7 Article 1er-V-2-3 |
| Arnaud BIDART | DTVI – délégué territorial | - Administration générale (congrés) - Habitat et construction - Planification : POS et PLU | Article 1er-I-1 (congrés) Article 1er-I-7 Article 1er-V-2-3 |
| Sébastien LAVIGNE | DTVI – adjoint au délégué territorial | - Administration générale (congrés) - Habitat et construction - Planification : POS et PLU | Article 1er-I-1 (congrés) Article 1er-I-7 Article 1er-V-2-3 |

Article 3 : Les subdélégations accordées à l'article 1 sont valables en cas d'intérim exercé par un subdélégué désigné formellement par le directeur départemental des territoires de la Dordogne.

Article 4 : Subdélégation est donnée aux cadres ci-dessous chargés de la permanence à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions respectives, les décisions précisées dans le tableau ci-dessous :

| Nom - Prénom | Fonction | Domaine d'intervention | Articles de référence de l'arrêté n° 24-2023-09-01-00013 du 1 ^{er} septembre 2023 |
|-----------------------|---|------------------------|--|
| Claudine SOLEILHAVOUP | Direction – chargée de mission pilotage performance qualité | Transports | Article 1er-III |
| Anne CHUNIAUD | Direction - chargée de mission | Transports | Article 1er-III |
| Patrick CHERITEL | Direction – chef de mission | Transports | Article 1er-III |
| Dominique LEVEQUE | SEER – chef de pôle | Transports | Article 1er-III |
| Laëtitia KARM-ROY | Direction – cheffe de cellule | Transports | Article 1er-III |
| Virginie MAHIEUX | SETAF – cheffe de service | Transports | Article 1er-III |
| Alexandra TAILLANDIER | SETAF – Adjointe à la cheffe de service | Transports | Article 1er-III |
| Christophe CONSTANT | SETAF – Chef de pôle | Transports | Article 1er-III |
| Danièle LALOI | SETAF – cheffe de pôle | Transports | Article 1er-III |
| Céline DELRIEUX | SEER – cheffe de service | Transports | Article 1er-III |
| Sophie MIQUEL | SEER – adjointe à la cheffe de service | Transports | Article 1er-III |
| Maxime RENARD | SEER – chef de pôle | Transports | Article 1er-III |

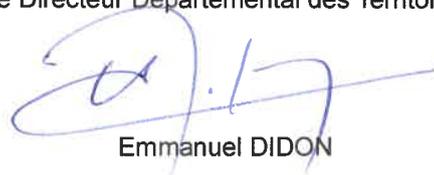
| | | | |
|-------------------|--|------------|-----------------|
| Damien SAPELIER | SEER – chef de pôle | Transports | Article 1er-III |
| Romain LORTHOLARY | SADD – Chef de service | Transports | Article 1er-III |
| Stéphane HONORÉ | SADD – chef de pôle | Transports | Article 1er-III |
| Julien BARBEZIEUX | SADD – chef de pôle | Transports | Article 1er-III |
| Corine STRADY | Déléguée territoriale du Périgord Vert | Transports | Article 1er-III |
| Antoine DEWASMES | Délégué territorial du Bergeracois | Transports | Article 1er-III |
| Isabelle PERRIER | Déléguée territoriale du Périgord Noir | Transports | Article 1er-III |
| Arnaud BIDART | Délégué territorial de la Vallée de l'Isle | Transports | Article 1er-III |

Article 5 : L'arrêté n°24-2023-09-20-00004 du 20 septembre 2023 de la direction départementale des territoires portant subdélégation de signature est abrogé.

Article 6 : Le directeur départemental des territoires est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne.

Fait à Périgueux, le 2 octobre 2023

Le Directeur Départemental des Territoires



Emmanuel DIDON

DDT

24-2023-09-22-00003

Décision Anah de nomination du délégué adjoint et
délégation de signature à M. Didon

**Décision de nomination du délégué adjoint et de délégation de signature
du délégué de l'Agence à M. Emmanuel DIDON**

DECISION n°2023-01

Monsieur Jean-Sébastien LAMONTAGNE, Préfet du département de la Dordogne, Chevalier de la Légion d'Honneur, Chevalier de l'Ordre National du Mérite, délégué de l'Anah dans le département de la Dordogne, en vertu des dispositions de l'article L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation.

DECIDE :

Article 1^{er} :

Monsieur Emmanuel DIDON, titulaire du grade d'Ingénieur général des ponts des eaux et des forêts de classe normale, et occupant la fonction de Directeur départemental des territoires de la Dordogne est nommé délégué adjoint.

Article 2 :

Délégation permanente est donnée à Monsieur Emmanuel DIDON, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

Pour l'ensemble du département :

- tous actes relatifs à l'instruction des demandes de subvention des bénéficiaires mentionnés aux IV et V de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (RHI-THIRORI), à l'instruction des demandes d'acomptes et leur liquidation ainsi qu'à l'instruction des demandes de versement du solde de la subvention ;
- la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place ;
- tous actes et documents administratifs, notamment décision d'agrément ou de rejet, relatifs à l'instruction des demandes d'habilitation d'opérateurs d'AMO ;

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées en application des articles L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation ;
- tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L. 321-1-1.

Article 3 :

Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L. 321-4 et L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation permanente est donnée à Monsieur Emmanuel DIDON, délégué adjoint, à effet de signer les actes et documents suivants :

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation, sous réserve des compétences relatives au conventionnement sans travaux dévolues au délégataire de compétence dans les conditions prévues dans la convention de gestion :

- 1) les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulant les engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
- 2) tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L. 321-4 ou L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
- 3) de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R. 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.

Article 4 :

En application des dispositions de l'article R 321-11 du code de la construction et de l'habitation le délégué adjoint de l'agence dans le département peut déléguer sa signature aux personnes placées sous son autorité pour l'exercice des seules attributions mentionnées au même article, à l'exception de l'établissement du programme d'actions, du rapport annuel d'activité, de toute convention relative au programme « Habiter mieux » et de tous actes et documents relatifs à l'habilitation des opérateurs d'AMO. De même en application de la décision de délégation de pouvoirs de la directrice générale, le délégué adjoint peut déléguer sa signature aux personnes placées sous son autorité pour l'exercice des pouvoirs mentionnés dans la décision.

Article 5 :

La présente décision prend effet à la date de sa signature.

Article 6 :

Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental des territoires de la Dordogne ;
- à M. le Président du Conseil départemental ;
- à Mme la directrice générale de l'Anah, à l'attention de M. le directeur général adjoint en charge des fonctions support ;
- à M. l'agent comptable de l'Anah ;
- aux intéressé(e)s.

Article 7 :

La présente décision fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département.

Fait à Périgueux, le 22 SEP. 2023

Le délégué de l'Agence



Jean-Sébastien LAMONTAGNE

DDT

24-2023-10-09-00003

décision de subdélégation de signature du délégué
adjoint de l'Agence Anah à l'un ou plusieurs de ses
collaborateurs

**Décision de subdélégation de signature du délégué adjoint de l'Agence à l'un
ou plusieurs de ses collaborateurs**

DECISION n°2023-02

Monsieur Emmanuel DIDON, délégué adjoint de l'Anah dans le département de la Dordogne, en vertu de la décision n°2023-01 du 22 septembre 2023,

DECIDE :

Article 1^{er} :

Délégation est donnée à **M. Julien BARBEZIEUX**, chef du pôle « Logement construction », et à **Mme Cécile MEYER**, cheffe de la cellule « politique du logement social aidé par l'Etat » à la Direction départementale des territoires de la Dordogne, représentants du délégué adjoint de l'Anah dans le département de la Dordogne en commission locale d'amélioration de l'habitat et en comités de pilotage des opérations programmées de l'Anah, aux fins de signer :

Pour l'ensemble du département :

- tous actes et documents administratifs relatifs à l'instruction des demandes de subvention, à l'attribution des subventions ou au rejet des demandes, au retrait, à l'annulation ou au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux III de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (humanisation des structures d'hébergement) dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- tous actes relatifs à l'instruction des demandes de subvention des bénéficiaires mentionnés aux IV et V de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation (RHI-THIRORI), à l'instruction des demandes d'acomptes et leur liquidation ainsi qu'à l'instruction des demandes de versement du solde de la subvention ;
- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées pour la gestion par l'Anah des aides propres des collectivités territoriales en application de l'article L. 312-2-1 du code de la construction et de l'habitation dont la liquidation et l'ordonnancement des dépenses engagées et la liquidation des recettes constatées relatives à l'attribution de ces subventions ;
- la désignation des agents chargés du contrôle mandatés pour effectuer des contrôles sur place .

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation (en délégation de compétence pour l'attribution des aides à la pierre) :

- tous actes et documents administratifs relatifs aux missions confiées à l'Agence aux termes des conventions signées en application des articles L. 301-5-1, L. 301-5-2 et L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation à l'exception du Programme d'action départemental ;
- tous actes et documents administratifs relatifs au retrait, à l'annulation et le cas échéant au reversement des subventions aux bénéficiaires mentionnés aux I et II de l'article R. 321-12 du code de la construction et de l'habitation, dans la limite des compétences du délégué telles que définies par les règles en vigueur, pour les dossiers ayant fait l'objet d'une attribution de subvention antérieurement à l'entrée en vigueur de la convention signée en application de l'article L. 321-1-1.

Article 2 :

Concernant le conventionnement des logements au titre des articles L. 321-4 et L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation, délégation est donnée à **M. Julien BARBEZIEUX**, chef du pôle « Logement construction », et à **Mme Cécile MEYER**, cheffe de la cellule « politique logement social aidé par l'État » à la Direction départementale des territoires de la Dordogne, représentant du délégué adjoint de l'Anah dans le département de la Dordogne en commission locale d'amélioration de l'habitat et en comités de pilotage des opérations programmées de l'Anah, aux fins de signer :

Pour les territoires couverts par une convention signée en application de l'article L. 321-1-1 du code de la construction et de l'habitation sous réserve des compétences relatives au conventionnement sans travaux dévolues au délégataire de compétence dans les conditions prévues dans la convention de gestion :

- 1) les conventions qui concernent des logements ne faisant pas l'objet d'une subvention de l'Anah ainsi que leur prorogation ou résiliation. Le document récapitulatif des engagements du bailleur est signé dans les mêmes conditions que celles relatives à la convention s'y rapportant.
- 2) tous documents afférant à ces conventions, dans le cadre de l'instruction préalable à leur conclusion, leur prorogation ou leur résiliation ainsi que toutes demandes de renseignements auprès des bailleurs ayant conclu une convention au titre de l'article L. 321-4 ou L. 321-8 du code de la construction et de l'habitation.
- 3) de façon générale, pour les besoins du contrôle et dans les conditions prévues à l'article R. 321-29, tous les documents relevant de missions de vérification, de contrôle et d'information liées au respect des engagements contractuels et au plein exercice du contrôle de l'Agence.

Article 3 :

Délégation est donnée à :

Mme Caroline BARJOU instructrice de la délégation locale de l'Anah à la Direction départementale des territoires de la Dordogne, aux fins de signer :

- les demandes de pièces complémentaires et autres courriers nécessaires à l'instruction courante des dossiers et à l'information des demandeurs.

Article 4 :

Délégation est donnée à **M. Julien BARBEZIEUX**, chef du pôle « Logement construction » à la Direction départementale des territoires de la Dordogne, représentant du délégué adjoint de l'Anah dans le département de la Dordogne en commission locale d'amélioration de l'habitat et en comités de pilotage des opérations programmées de l'Anah, aux fins de représenter l'agence dans le département comme membre titulaire de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des Personnes Âgées de la Dordogne.

Délégation est donnée à **Mme Cécile MEYER**, cheffe de la cellule « politique logement social aidé par l'État » à la Direction départementale des territoires de la Dordogne, aux fins de représenter l'agence dans le département comme membre suppléant de la conférence des financeurs de la prévention de la perte d'autonomie des Personnes Âgées de la Dordogne.

Article 5 :

La présente décision prend effet à compter de sa date de signature.

Article 6 :

Ampliation de la présente décision sera adressée :

- à M. le directeur départemental des territoires de la Dordogne ;
- à M. le président du Conseil départemental de la Dordogne ;

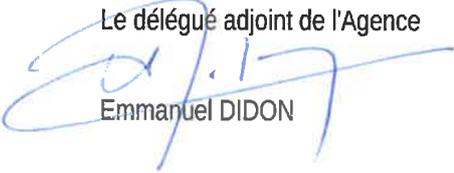
- à Mme la directrice générale de l'Anah, à l'attention de M. le directeur général adjoint en charge des fonctions support ;
- à M. l'agent comptable de l'Anah ;
- au délégué de l'Agence dans le département ;
- aux intéressé(e)s.

Article 7 :

La présente décision fait l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département.

Fait à Périgueux, le **09 OCT. 2023**

Le délégué adjoint de l'Agence


Emmanuel DIDON

DDT

24-2023-10-03-00002

Arrêté n°DT/SEN/EM/23-074 portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées Opération d'aménagement foncier, agricole, forestier et environnemental (AFAFE) La Gonterie-Boulouneix, commune déléguée de Brantôme-en-Périgord

ARRÊTE N° DT/SEN/EM/23-074

portant autorisation de pénétrer dans les propriétés privées
Opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental (AFAFE)
La Gonterie-Boulouneix, commune déléguée de Brantôme-en-Périgord

Le préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu** le Code de justice administrative ;
- Vu** le Code pénal, notamment les articles L.322-1, L.322-2, L.323-3-1, L.433-11 et R.635-1 ;
- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le Code forestier, notamment les articles L.151-1 à L.151-3 et R.151-1 ;
- Vu** la loi du 29 décembre 1892 sur les dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics et notamment son article 1^{er} concernant l'introduction dans les propriétés privées ;
- Vu** la loi du 6 juillet 1943 relative à l'exécution des travaux géodésiques et cadastraux et à la conservation des signaux, bornes et repères, modifiée et validée par la loi du 28 mars 1957 ;
- Vu** le décret n° 65-201 du 12 mars 1965 modifiant l'article 7 de la loi du 29 décembre 1892 susvisée ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** la délibération en date du 20 mars 2023 n °21.CP.II.21 de la commission permanente du conseil départemental portant décision de réaliser des études d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental sur le territoire de La Gonterie-Boulouneix, commune déléguée de Brantôme-en-Périgord ;
- Vu** l'arrêté du Président du Conseil départemental du 13/07/2023 constituant une CCAF;
- Vu** la demande du 24 juillet 2023 présentée par M. le président du conseil départemental, en vue d'obtenir l'autorisation de pénétrer sur certaines propriétés privées afin de procéder à des études et diverses opérations nécessaires préalables à la mise en œuvre d'une opération d'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental projetée sur l'intégralité du territoire de La Gonterie-Boulouneix, commune déléguée de Brantôme-en-Périgord ;
- Considérant** que la demande d'autorisation de pénétrer dans les propriétés privées afin de réaliser les opérations nécessaires aux études de l'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental sur le territoire de La Gonterie-Boulouneix, commune déléguée de Brantôme-en-Périgord, revêt un caractère d'intérêt général ;
- Considérant** que l'opération précitée nécessite l'intervention sur le terrain d'agents des services du conseil départemental, de prestataires et/ou des personnes qualifiées, et qu'il importe de faciliter leurs travaux ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les agents de la direction de l'environnement et du développement durable du conseil départemental, ainsi que les agents et ouvriers des entreprises et services placés sous leurs ordres ainsi que les personnes qualifiées dont l'avis sera sollicité sont autorisés, sous réserve du droit des tiers, à procéder sur le terrain aux opérations préparatoires nécessaires aux études de l'aménagement foncier agricole, forestier et environnemental sur l'ensemble du territoire de La Gonterie-Boulouneix, commune déléguée de Brantôme-en-Périgord.

A cet effet, ils pourront pénétrer dans les propriétés privées, closes ou non closes, à l'exception des maisons d'habitation, selon les modalités définies ci-après.

Article 2 : Dans le cadre de cette mission, toute personne mandatée par le conseil départemental devra être en possession d'une copie du présent arrêté ainsi que d'un ordre de mission délivré par cet organisme, qui devront être présentés à toute réquisition.

L'introduction des agents et personnes mentionnés à l'article 1 ne pourra avoir lieu qu'après accomplissement des formalités prescrites par l'article 1^{er} de la loi du 29 septembre 1892 modifiée et rappelées ci-après :

- dans le cas des propriétés closes, que le sixième jour après notification de l'arrêté au propriétaire, ou, en l'absence de celui-ci, au gardien de la propriété. A défaut de gardien connu, le délai court à compter de la notification faite au propriétaire à la mairie.

- dans le cas des propriétés non closes, que le onzième jour après celui de l'affichage du présent arrêté aux mairies concernées.

Article 3 : Il est interdit, sous peine d'application des sanctions prévues par le code pénal, d'apporter aux travaux des agents visés à l'article 1^{er} du présent arrêté tout trouble ou empêchement, ainsi que d'arracher ou de déplacer les balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux qu'ils installeront.

Article 4 : La maire de la commune de Brantôme-en-Périgord est invitée à prêter son concours et, au besoin, l'appui de son autorité pour écarter les difficultés auxquelles pourrait donner lieu l'exécution des opérations envisagées.

Article 5 : La présente autorisation est valable pour une durée de cinq ans à compter de la date du présent arrêté. L'autorisation sera périmée de plein droit si elle n'est pas suivie d'exécution dans les six mois de sa date.

Article 6 : Le présent arrêté sera communiqué et affiché à la diligence de la maire de la commune de Brantôme-en-Périgord au moins dix jours avant le début des opérations.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation auprès du tribunal administratif de Bordeaux dans les deux mois suivant les formalités de notification et/ou publication prévues.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet « www.telerecours.fr ».

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, la maire de la commune de Brantôme-en-Périgord sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat en Dordogne, notifié au président du conseil départemental de la Dordogne et dont copie sera adressée au commandant du groupement de gendarmerie de la Dordogne.

Périgueux, le 03 OCT. 2023
Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

SCAN 25 SUR LA GONTERIE BOULOUNIEX



DDT

24-2023-10-05-00002

Arrêté n° DDT/SEER/2023-050 du 5 octobre 2023
portant mesures de limitation des usages de l'eau

**Arrêté n° DDT/SEER/2023-050
portant mesures de limitation des usages de l'eau**

Le Préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-1, L.211-3, L.211-8, L.214-1, L.214-6 et R.211-66 à R.211-70 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2212-1 et L 2212-2 relatifs aux pouvoirs généraux des maires en matière de police et l'article L 2215-1 relatif aux pouvoirs des représentants de l'Etat dans le département en matière de police ;
- Vu le décret n° 2021-795 du 23 juin 2021 relatif à la gestion quantitative de la ressource en eau et à la gestion des situations de crise liées à la sécheresse ;
- Vu l'arrêté d'orientation de bassin du 24 mars 2023 relatif au renforcement de la coordination des mesures de gestion de la sécheresse sur le bassin Adour-Garonne ;
- Vu le schéma directeur d'aménagement de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 approuvé le 10 mars 2022 par le préfet coordonnateur du bassin Adour-Garonne ;
- Vu l'arrêté inter-préfectoral du 19 novembre 2019 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Charente ;
- Vu l'arrêté inter-préfectoral du 2 août 2021 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Isle-Dronne ;
- Vu l'arrêté-cadre interdépartemental délimitant les zones d'alerte sécheresse et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau du bassin versant du Dropt du 20 juillet 2022 ;
- Vu l'arrêté-cadre interdépartemental délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde du 24 avril 2023 ;
- Vu l'arrêté-cadre interdépartemental délimitant les zones d'alerte et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau du sous-bassin du Lot du 20 juin 2023 ;
- Vu l'arrêté-cadre interdépartemental délimitant les zones d'alertes et définissant les mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau du bassin versant de la Dordogne du 27 juin 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral interdisant le remplissage et la vidange des plans d'eau et réglementant la manœuvre des vannes et celle des empellements sur les cours d'eau du département de la Dordogne du 26 juin 2023 ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 juin 2023 portant restrictions des prélèvements d'eau à compter du 24 juin 2023 ;

Considérant la situation hydrologique actuelle du département ;

Considérant les courbes des débits relevés par les stations de mesures ;

Considérant que les stations des sous-bassins suivants ont atteint leur seuil de vigilance :

Dronne moyenne, Lizonne, Pude ;

Considérant que les stations des sous-bassins suivants ont atteint leur seuil d'alerte :

Isle aval, Vézère ;

Considérant que les stations des sous-bassins suivants ont atteint leur seuil d'alerte renforcée :

Sauvanie, Isle amont, Auvézère amont, Loue, Nauze, Banège ;

Considérant que les cours d'eau suivants présentent un écoulement visible faible ou écoulement faible :

Euhe, Blâme, Manoire ;

Considérant que les stations des sous-bassins suivants ont atteint leur seuil de crise :

Tardoire, Bandiat, Belle, Dronne amont, Dronne aval, Auvézère aval, Crempse, Cern, Beune, Chironde - Coly, Céou aval, Céou amont, Enéa, Caudeau, Couze – Couzeau, Eyraud ;

Considérant que les cours d'eau suivants présentent un écoulement non visible :

Boulou, Vern, Beauronne des Lèches, Beauronne de Saint Vincent, Beauronne de Chancelade, Borrèze, Tournefeuille, Germaine-Lizabel, Louyre, Gardonnette, Seignal, Estrop, Lidoire, Conne, Dropt amont, Bournègue, Escourou, Lède ;

Considérant la nécessité de maintenir dans les cours d'eau un débit minimum nécessaire à l'équilibre général des ressources en eau, à la salubrité et à l'hygiène publique, ainsi qu'à la préservation des écosystèmes aquatiques ;

Considérant que le préfet peut prendre dans le département pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques ;

Considérant la forte sollicitation des réseaux d'eau potable et la baisse du niveau des ressources ;

Considérant que cette situation de tension sur les services de distribution d'eau potable nécessite l'application de mesures de restriction pour les usages non prioritaires de l'eau potable ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de la Dordogne ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} - Mise en place de mesures

Il est instauré, à compter du **samedi 7 octobre 2023 à 8 heures**, diverses mesures de limitation ou de suspension des usages de l'eau,

Les niveaux de gravités sont les suivants :

| Niveaux de gravité liés aux indicateurs de référence | | | |
|--|--------|------------------|-------|
| Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise |

Article 2 - Mesures de limitation ou de suspension des prélèvements d'eau effectués directement dans le milieu naturel superficiel

Ces mesures s'appliquent, pour chaque sous-bassin de gestion identifié, aux cours d'eau, leurs affluents et les nappes alluviales.

Sont considérés comme milieux naturels superficiels :

- cours d'eau, nappes alluviales et d'accompagnement ;
- sources et fontaines ;
- canaux, biefs ou dérivations de cours d'eau ;
- plans d'eau connectés au réseau hydrographique superficiel ;
- puits ou forages inclus dans la délimitation des nappes alluviales de la Dordogne, de l'Isle-Dronne et de la Vézère (voir article 6.1 de l'arrêté-cadre inter-départemental du sous-bassin de la Dordogne) ;
- sauf délimitation particulière précisée ci-dessus ou démontrée par une étude d'un hydrogéologue agréé ou par une analyse du BRGM, sont considérés comme effectués en nappe d'accompagnement tous les prélèvements effectués à moins de 100 mètres du lit mineur d'un cours d'eau.

Article 2.1 - Concernant les usages d'irrigation agricole

Les jours d'interdiction de prélèvement à usage agricole dépendent de la commune où se situe le point de prélèvement. La liste des communes ainsi que les jours concernés sont détaillés dans les annexes n°1 à 11, suivant le tableau figurant à l'article 2.3.

Pour les cours d'eau faisant l'objet d'une gestion spécifique mise en place par les organismes uniques de gestion collective (OUGC) compétents, les mesures de restriction seront appliquées aux tours d'eau notifiés aux irrigants par ce dernier.

Seuil de vigilance : l'atteinte de ce seuil enclenche des mesures de communication et de sensibilisation des usagers de l'eau dès que la tendance hydrologique laisse pressentir un risque de pénurie d'eau à court ou à moyen terme.

Seuil d'alerte : l'atteinte de ce seuil enclenche les mesures suivantes pour tous les prélèvements à usage d'irrigation agricole :

- Interdiction de prélèvements 2 jours par semaine (ou réduction de 30 % en volume ou en débit dans les sous-bassins gérés par tours d'eau individuels).
- Cas particuliers des bassins versants de la **Tardoire** et du **Bandiat**, en application de l'arrêté-cadre interdépartemental du 24 avril 2023 :
 - Tardoire : 7 % du volume autorisé en étiage (taux hebdomadaire).
 - Bandiat : interdiction de prélèvements 3 jours par semaine (mercredi, samedi et dimanche)

Seuil d'alerte renforcée : l'atteinte de ce seuil enclenche les mesures suivantes pour tous les prélèvements à usage d'irrigation agricole :

- Interdiction de prélèvements 3,5 jours par semaine (ou réduction de 50 % en volume ou en débit dans les sous-bassins gérés par tours d'eau individuels).
- Cas particuliers des bassins versants de la **Tardoire** et du **Bandiat**, en application de l'arrêté-cadre interdépartemental du 24 avril 2023 :
 - Tardoire : 5 % du volume autorisé en étiage (taux hebdomadaire).

- Bandiat : interdiction de prélèvements 5 jours par semaine (mardi, mercredi, vendredi, samedi et dimanche)

Seuil de crise : l'atteinte de ce seuil enclenche les mesures suivantes :

- Suspension totale de tous les prélèvements à usage d'irrigation agricole.

Article 2.2 - Concernant les prélèvements à usage public ou privé, hors irrigation agricole et hors réseau d'eau potable

Les mesures de limitation des prélèvements d'eau dans les cours d'eau et les nappes alluviales sont définies suivant les niveaux de gravités détaillés par bassin dans le tableau figurant à l'article 2.3, conformément aux dispositions des arrêtés cadres interdépartementaux susvisés.

Les niveaux de gravités détaillés par zone d'alerte dans ce tableau entraînent la mise en œuvre de mesures de limitation ou d'interdiction temporaire des prélèvements d'eau définies à l'annexe 12 du présent arrêté.

Article 2.3 – Synthèse des mesures de limitation des prélèvements d'eau applicables par bassin et selon les usages

Mesures de limitation des prélèvements d'eau dans les milieux naturels superficiels, définies suivant les niveaux de gravité détaillés par bassin, conformément aux dispositions des arrêtés cadres interdépartementaux susvisés.

| Bassin de gestion | Sous-bassin de gestion (cours d'eau + ensemble des affluents) | Niveaux de gravité | Usage agricole (article 2.1) | Usage public ou privé (article 2.2) |
|-------------------|---|--------------------|------------------------------|-------------------------------------|
| Tardoire | Tardoire | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| Bandiat | Bandiat | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| Lizonne | Lizonne | Vigilance | Proche du seuil d'alerte | Annexe12 |
| | Belle | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Pude | Vigilance | Proche du seuil d'alerte | Annexe12 |
| | Sauvanie | Alerte Renforcée | Annexe 3c | Annexe12 |
| Dronne | Dronne aval | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Dronne Moyenne | Vigilance | Proche du seuil d'alerte | Annexe12 |
| | Dronne amont | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Boulou | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Euhe | Alerte Renforcée | Annexe 4e | Annexe12 |
| Isle aval | Isle aval | Alerte | Annexe 5 | Annexe12 |
| | Crempe | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Vern | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Beauronne les Lèches | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Beauronne de Saint-Vincent | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Beauronne de Chancelade | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Manoire | Alerte Renforcée | Annexe 5f | Annexe12 |
| Isle amont | Isle amont | Alerte Renforcée | Annexe 6 | Annexe12 |
| | Auvézère amont | Alerte Renforcée | Annexe 6a | Annexe12 |
| | Auvézère aval | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Blâme | Alerte Renforcée | Annexe 6c | Annexe12 |
| | Loue | Alerte Renforcée | Annexe 6b | Annexe12 |
| Vézère | Vézère | Alerte | Annexe 7 | Annexe12 |
| | Cern | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Beune | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Chironde-Coly | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| Dordogne | Dordogne | néant | - | - |
| | Céou amont | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |

| | | | | | |
|---------------|------------------------|-------------|---------------------|---------------------|----------|
| amont | Céou aval | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Énéa | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Nauze | | Alerte Renforcée | Annexe 8d | Annexe12 |
| | Borrèze | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Germaine-Lizabel | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Tournefeuille | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| Dordogne aval | Dordogne | | néant | - | - |
| | Caudeau | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Louyre | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Couze/Couzeau | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Conne | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Gardonnette | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Lidoire | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Estrop | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | Seignal | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| Eyraud | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 | |
| Dropt | Partie réalimentée | Dropt aval | néant | - | - |
| | Partie non réalimentée | Dropt amont | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | | Bournègue | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| | | Banège | Alerte Renforcée | Annexe 10d | Annexe12 |
| | | Escourou | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |
| Lot | Lémance | | néant | - | - |
| | Lède | | Crise | Interdiction totale | Annexe12 |

Article 3 - Mesures de limitation des usages de l'eau du réseau d'adduction d'eau potable

L'ensemble des communes du département de la Dordogne sont maintenues au niveau « Alerte » à l'exception des communes de Miallet, Firbeix, Saint-Pierre-de-Frugie et Saint-Priest-les-Fougères qui demeurent au niveau « Alerte renforcée ».

Les mesures applicables sont détaillées à l'annexe 12 du présent arrêté.

Article 4 - Prélèvements non concernés

Le présent arrêté ne s'applique pas aux usages suivants :

- alimentation en eau potable de la population ;
- prélèvement pour la protection civile et militaire, en particulier pour la défense incendie ;
- abreuvement des animaux ;
- prélèvement dans les plans d'eau sans relation directe avec le cours d'eau ou sa nappe d'accompagnement et/ou bénéficiant d'une gestion dite déconnectée du milieu naturel en période d'étiage ;
- tout autre prélèvement indispensable aux exigences de la santé, de la salubrité publique et de la sécurité civile, y compris le renouvellement des eaux des piscines collectives en cas de nécessité sanitaire.

Article 5 - Mesures dérogatoires

Quel que soit l'usage concerné, des adaptations moins strictes peuvent être autorisées par le préfet de département pour les zones où une interdiction totale de prélèvement (crise) s'applique. Les modalités sont précisées dans les arrêtés cadre interdépartementaux susvisés :

- article 10 de l'arrêté cadre interdépartemental du sous-bassin du Dropt du 20 juillet 2022 ;
- article 12 de l'arrêté cadre interdépartemental des sous-bassins versants de la Charente, de la Seudre et des fleuves côtiers de Gironde du 24 avril 2023 ;

- articles 18 et 19 de l'arrêté cadre interdépartemental du sous-bassin du Lot du 20 juin 2023 ;
- article 16 de l'arrêté cadre interdépartemental du sous-bassin de la Dordogne du 27 juin 2023 ;

Article 6 - Application et validité

Les mesures du présent arrêté sont instaurées à titre exceptionnel, provisoire et temporaire et sont abrogées au plus tard le 31 octobre 2023.

Elles seront actualisées ou levées en tant que de besoin, par arrêté complémentaire en fonction du suivi réalisé par le comité de suivi opérationnel de l'étiage dans le cadre de l'application de l'arrêté-cadre susvisé.

L'arrêté préfectoral n° DDT/SEER/2023-042 portant mesures de restrictions de prélèvements d'eau du 29 septembre 2023 est abrogé à la date d'application du présent arrêté.

Article 7 - Débit réservé aux cours d'eau

En application de l'article L.214-18 du Code de l'environnement, les ouvrages devront laisser passer en tout temps dans le lit principal des cours d'eau un débit minimal garantissant en permanence la vie, la circulation, la reproduction des espèces qui le peuplent.

Article 8 - Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 - Sanctions

Les infractions au présent arrêté sont sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 10 - Publication

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État dans le département de la Dordogne et il est disponible sur le site internet des services de l'État en Dordogne pendant toute la période de restriction. Il est également adressé au maire de chaque commune concernée pour affichage à titre informatif et publié sur le site internet national dédié Propluvia.

Article 11 - Voie de recours

Le présent arrêté est susceptible, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication de faire l'objet :

- d'un recours gracieux devant le préfet de la Dordogne ;
- d'un recours hiérarchique devant le ministre de la transition écologique ;
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Bordeaux par voie postale ou par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyen » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 12 - Exécution

Le directeur de cabinet de la préfecture de la Dordogne, les sous-préfets de Bergerac, de Sarlat-la-Canéda et de Nontron, le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Dordogne, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le

directeur départemental des territoires, la directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, le directeur de la délégation départementale de l'agence régionale de santé, le responsable du service départemental de l'office français de la biodiversité et les maires des communes concernées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Périgueux le 05 OCT. 2023

Le préfet,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'J. S. Lamontagne', with a horizontal line underneath the name.

Jean-Sébastien LAMONTAGNE

Bassin de gestion n° 3 – LIZONNE

Sous bassin de la SAUVANIE

Mesures de restriction - Tours d'eau par communes

| Groupe 1 - communes | Groupe 2 - Communes | Groupe 3 - Commune | Groupe 4 - Communes |
|--|---------------------------------------|--|---|
| BERTRIC BUREE BOUTEILLES SAINT SEBASTIEN LA CHAPELLE GRESI- GNAC | ALLEMANS SAINT MARTIAL VIVEYROL | COUTURES LUSIGNAC SAINT-PAUL LIZONNE | CHERVAL COMBERANCHE-ET- EPELUCHE LA TOUR BLANCHE VERTEILLAC |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

| Alerte | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

| Alerte renforcée | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|------------------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

| Crise | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Légende

| | |
|--|----------------------|
| | Prélèvement autorisé |
| | Prélèvement interdit |

Bassin de gestion n° 4 – DRONNE

Sous bassin de L'EUCHE

MESURES DE RESTRICTION - Tours d'eau par communes

| Groupe 1 - Commune | Groupe 2 Communes | Groupe 3 - Commune | Groupe 4 - Communes |
|------------------------------|-------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|
| CHAPDEUIL la tour blanche | CREYSSAC PAUSSAC ET SAINT VIVIEN | BOURG DES MAISONS CERCLES | GRAND BRASSAC SAINT JUST |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

| Alerte | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

| Alerte renforcée | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|------------------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

| Crise | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Légende

| | |
|--|----------------------|
| | Prélèvement autorisé |
| | Prélèvement interdit |

Bassin de gestion n° 5 – ISLE

bassin de l'Isle en aval de sa confluence avec l'Auvézère - Tours d'eau par communes

| Groupe 1 - communes | Groupe 2 -Communes | Groupe 3 - Communes | Groupe 4 - Commune |
|---|---|---|--|
| AJAT BARS BEAURONNE BOULAZAC BOURGNAC CHAMPCEVINEL CORNILLE EYLIAC LA CHAPELLE GONAGUET LEGUILLAC DE L'AUCHE LEMPZOURS LES LECHES MARSANEIX MUSSIDAN NEUVIC SAINT ASTIER ST FRONT DE PRADOUX ST JEAN D'ESTISSAC ST MARTIN L'ASTIER ST MICHEL DE VILLADEIX ST SULPICE DE ROUMAGNAC SORGES SOURZAC VALLEREUIL VEYRINES DE VERGT | ANNESSE ET BEAULIEU BASSILAC BLIS ET BORN CHANCELADE CHATEAU L'EVEQUE DOUZILLAC EGLISE NEUVE DE VERGT GRIGNOLS ISSAC JAURE LE PIZOU MENSIGNAC NEGRONDES ST ETIENNE DE PUYCOR- BIER ST GERMAIN DU SALEMBRE ST LAURENT DES HOMMES ST LAURENT SUR MANOIRE ST LOUIS EN L'ISLE ST MARTIN DE GURSON ST SAUVEUR LANLANDE ST SEVERIN D'ESTISSAC SENCENAC PUY DE FOURCHES SIORAC DE RIBERAC TRELISSAC | AGONAC ANTONNE ET TRIGONANT ATUR BEAUPOUYET BEAUREGARD ET BASSAC BOURROU CENDRIEUX CHALAGNAC CHANTERAC COULOUNIEUX CHAMIER COURSAC ECHOURGNAC EYGURANDE ET GARDEDEUIL LA DOUZE LACROPTÉ LIMEYRAT MANZAC SUR VERN MILHAC D'AUBEROCHÉ MONTAGNAC LA CREMPSE MONTPON MENESTEROL MOULIN NEUF PERIGUEUX ROUFFIGNAC SAINT CERNIN DE REILHAC ST ANDRE DE DOUBLE ST ANTOINE D'AUBEROCHÉ ST FRONT D'ALEMPS ST HILAIRE D'ESTISSAC ST JEAN D'ATAUX ST MAIME DE PEREYROL ST MEDARD DE MUSSIDAN ST MICHEL DE DOUBLE STE MARIE DE CHIGNAC THENON TOCANE SAINT APRE VERGT VILLEFRANCHE DE LONCHAT | BELEYMAS BIRAS BOSSET BREUILH CARSAC DE GURSON CREYSENSAC ET PISSOT DOUVILLE EGLISE NEUVE D'ISSAC EYVIRAT FOSSEMAGNE GRUN BORDAS LIGUEUX MARSAC SUR L'ISLE MENESPLET MINZAC MONTREM NOTRE DAME DE SANILHAC RAZAC SUR L'ISLE ST AMAND DE VERGT ST AQUILIN ST BARTHELEMY DE BELLE- GARDE ST CREPIN D'AUBEROCHÉ ST FELIX DE REILLAC ET MOR- TEMART ST GERY ST GEYRAC ST LEON SUR L'ISLE ST MARTIAL D'ARTENSET ST PAUL DE SERRE ST PIERRE DE CHIGNAC ST VINCENT DE CONNEZAC SALON SERVANCHES VILLAMBLARD |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

| Alerte | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Alerte renforcée

| Alerte renforcée | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|------------------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Crise

| Crise | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Légende

| | |
|--|----------------------|
| | Prélèvement autorisé |
| | Prélèvement interdit |

Bassin de gestion n° 5 – ISLE

Sous bassin du MANOIRE

MESURES DE RESTRICTION - Tours d'eau par commune

| Groupe 1 - communes | Groupe 2 - Communes | Groupe 3 - Commune | Groupe 4 - Communes |
|---|---|---|--|
| AJAT BARS BOULAZAC EYLIAC MARSANEIX | BASSILAC BLIS ET BORN SAINT LAURENT SUR MANOIRE TRELISSAC | ATUR LA DOUZE LACROPTÉ LIMEYRAT MILHAC D'AUBEROCHÉ ROUFFIGNAC SAINT CERNIN DE REILHAC SAINT ANTOINE D'AUBEROCHÉ SAINTE MARIE DE CHIGNAC THENON | FOSSEMAGNE SAINT CREPIN D'AUBEROCHÉ SAINT FELIX DE REILLAC ET MORTEMART SAINT GEYRAC SAINT PIERRE DE CHIGNAC |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

Alerte

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Alerte renforcée

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Crise

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Légende

Prélèvement autorisé
Prélèvement interdit

Bassin de gestion ISLE

Sous bassin de l'ISLE amont - MESURES DE RESTRICTION - Tours d'eau par commune

| Groupe 1 - Communes | Groupe 2 - Communes | Groupe 3 - Communes | Groupe 4 - Communes |
|--|---|--|--|
| AJAT ANLHIAC BADEFOLS D'ANS BOISSEUILH CORNILLE COUBJOURS COULAURES EYLIAC GABILLOU JUMILHAC LE GRAND LA BOISSIERE D'ANS LE CHANGE PAYZAC PREYSSAC D'EXCIDEUIL SAINT PANTALY D'EXCIDEUIL SAINT PRIEST LES FOUGERES SAINT RABIER SAINT SULPICE D'EXCIDEUIL SAINT VINCENT SUR L'ISLE SALAGNAC SARRAZAC SORGES THIVIERS | BASSILAC BLIS ET BORN BROUCHAUD CHALEIX CORGNAC SUR L'ISLE CUBJAC LA COQUILLE MAYAC MONTAGNAC D'AUBEROCHE NANTHIAT NEGRONDES SAINT CYR LES CHAMPAGNES SAINT GERMAIN DES PRES SAINT MARTIAL D'ALBAREDE SAINT PAUL LA ROCHE SAINT PIERRE DE FRUGIE SAINT RAPHAEL SAINTE ORSE SAINTE TRIE TEILLOTS TRELISSAC | ANTONNE ET TRIGONANT CHOURGNAC EXCIDEUIL EYZERAC GRANGES D'ANS LANOUAILLE LIMEYRAT SAINT JORY LAS BLOUX SAINT MESMIN SAINTE EULALIE D'ANS SARLANDE SAVIGNAC LES EGLISES THENON VAUNAC | ANGOISSE AZERAT CLERMONT D'EXCIDEUIL DUSSAC ESCOIRE GENIS HAUTEFORT NAILHAC NANTHEUIL SAINT MEDARD D'EXCIDEUIL SAINT PANTALY D'ANS SARLIAC SUR L'ISLE SAVIGNAC LEDRIER TEMPLE LAGUYON TOURTOIRAC |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

Alerte

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Alerte renforcée

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Crise

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Légende



Prélèvement autorisé

Prélèvement interdit

Bassin de gestion n° 6 – ISLE

Sous bassin de l'AUVEZERE

MESURES DE RESTRICTION - Tours d'eau par commune

| Groupe 1 - Communes | Groupe 2 - Communes | Groupe 3 - Communes | Groupe 4 - Communes |
|--|--|--|--|
| ANLHIAC EYLIAC LA BOISSIERE D'ANS LE CHANGE PAYZAC DE LANOUAILLE | BASSILLAC BLIS ET BORN CUBJAC ST-CYR-LES- CHAMPAGNES | CHERVEIX ST MESMIN STE EULALIE D'ANS | ESCOIRE GENIS ST PANTALY D'ANS SAVIGNAC LEDRIER TOURTOIRAC |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

Alerte

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Alerte renforcée

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Crise

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Légende



Prélèvement autorisé

Prélèvement interdit

Bassin de gestion n° 6 - ISLE

Sous bassin de la LOUE

MESURES DE RESTRICTION - Tours d'eau par commune

| Groupe 1 - Communes | Groupe 2 - Communes | Groupe 3 - Communes | Groupe 4 - Communes |
|--|--|--|--|
| COULAURES JUMILHAC LE GRAND PAYZAC PREYSSAC D'EXCIDEUIL SAINT PANTALY D'EXCIDEUIL SAINT SULPICE D'EXCIDEUIL | SAINT GERMAIN DES PRES SAINT MARTIAL D'ALBAREDE | EXCIDEUIL LANOUAILLE SAINTJORY LAS BLOUX SARLANDE | ANGOISSE CLERMONT D'EXCIDEUIL DUSSAC SAINT MEDARD D'EXCIDEUIL SAVIGNAC LEDRIER |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

| Alerte | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

| Alerte renforcée | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|------------------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

| Crise | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Légende

| | |
|--|----------------------|
| | Prélèvement autorisé |
| | Prélèvement interdit |

Bassin de gestion n° 6 - ISLE AMONT

Sous bassin du BLÂME

MESURES DE RESTRICTION - Tours d'eau par commune

| Groupe 1 - Communes | Groupe 2 - Communes | Groupe 3 - Communes |
|---|---|---|
| LA BOISSIERE D'ANS SAINT PANTALY D'ANS BROUCHAUD MONTAGNAC D'AUBEROCHE | LIMEYRAT FOSSEMAGNE AJAT CHOURGNAC | THENON GABILLOU SAINTE ORSE GRANGE D'ANS |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

| Alerte | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |

| Alerte renforcée | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|------------------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |

| Crise | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |

| Légende | Prélèvement autorisé | |
|---------|---|---|
| |  |  |
| | Prélèvement interdit | |

Bassin de gestion n° 7 - VEZERE

Sous bassin de la VEZERE

MESURES DE RESTRICTION - Tours d'eau par commune

| Groupe 1 - Communes | Groupe 2 - Communes | Groupe 3 - Communes | Groupe 4 - Commun |
|---|--|---|--|
| AUDRIX BADEFOLS D'ANS BARS BEAUREGARD DE TERRASSON CAMPAGNE COUBJOURS FLEURAC LES COTEAUX PERIGOURDINS LE BUGUE LES FARGES MONTIGNAC TAMNIES | AURIAC DU PERIGORD LA CHAPELLE AUBAREIL LA FEUILLADE LE LARDIN SAINT LAZARE LIMEUIL COLY ST AMAND PEYZAC LE MOUSTIER SAINT-CHAMASSY SAINT CYPRIEN SAINT LEON SUR VEZERE SAINT RABIER SAVIGNAC DE MIREMONT THONAC TURSAC ST CYPRIEN | GRANGES D'ANS LA BACHELLERIE LA CHAPELLE SAINT JEAN LES EYZIES MAUZENS ET MIREMONT PAULIN PLAZAC ROUFFIGNAC SAINT CERNIN DE REILHAC SAINT CREPIN ET CARLUCET SALIGNAC EYVIGUES TERRASSON-LAVILLEDIEU THENON MEYRALS | AUBAS AZERAT CHATRES CONDAT SUR VEZERE FANLAC JOURNIAC NAILHAC PAZAYAC PEYRIGNAC SAINT AVIT DE VIALARD SERGEAC VALOJOUX VILLAC ST FELIX DE REILLAC ET MOR |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

Alerte

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Alerte renforcée

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Crise

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Légende



Prélèvement autorisé
Prélèvement interdit

Bassin de gestion n° 8 – DORDOGNE AMONT

Sous bassin de La NAUZE

MESURES DE RESTRICTION - Tours d'eau par commune

| Groupe 1 - Communes | Groupe 2 - Communes | Groupe 3 - Communes | Groupe 4 - Communes |
|--|---|--|--|
| MAZEYROLLES MONPLAISANT SAGELAT SAINT GERMAIN DE BELVES SAINT LAURENT LA VALLEE VEYRINES DE DOMME | LARZAC ORLIAC SALLES DE BELVES SAINT AMAND DE BELVES | BELVES CARVES CASTELNAUD LA CHAPELLE CLADECH GRIVES SIORAC EN PERIGORD | DOISSAT PRATS DU PERIGORD SAINT PARDOUX ET VIELVIC SAINTE FOY DE BELVES |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

Alerte

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Alerte renforcée

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Crise

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Légende

Prélèvement autorisé

Prélèvement interdit

Bassin de gestion n° 10 – DROPT

Sous Bassin non réalimenté du DROPT Aval - Banège

Tours d'eau par commune

| Groupe1 - communes | Groupe 2 - communes | Groupe 3 - communes | Groupe 4 - communes |
|----------------------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------------|
| PLAISANCE ST CAPRAISE D'EYMET | ST PERDOUX MONSAGUEL | ISSIGEAC MONTAUT | BARDOU BOISSE MONMARVES |

La situation est définie à l'article 1 de l'arrêté préfectoral.

Alerte

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Alerte renforcée

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Crise

| | Lundi | | Mardi | | Mercredi | | Jeudi | | Vendredi | | Samedi | | Dimanche | |
|----------|--------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|--------|--------|----------|--------|
| | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h | 8h-20h | 20h-8h |
| groupe 1 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 2 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 3 | | | | | | | | | | | | | | |
| groupe 4 | | | | | | | | | | | | | | |

Légende



Prélèvement autorisé

Prélèvement interdit

Mesures de gestion applicables aux usages de l'eau hors irrigation, selon le niveau de gravité

L'annexe comprend les mesures de restriction relatives aux prélèvements directs dans les eaux superficielles selon le niveau de gravité défini à l'article 2.3 – « Synthèse des mesures de limitation des prélèvements d'eau applicables par bassin et selon les usages ».

Concernant les mesures de restriction relatives à l'usage de l'eau potable, elles correspondent au niveau de gravité défini à l'article 3 - « Mesures de limitation des usages de l'eau du réseau d'adduction d'eau potable ».

Usages domestiques et secondaires :

Les usagers concernés sont :

- Les particuliers (P)
- Les entreprises (E)
- Les collectivités (C)
- Les exploitants agricoles et les structures collectives d'irrigation (A)

| Ressources concernées | | Usages | Niveaux de restriction | | | | Usagers concernés | | | | |
|--|-------------|---|--------------------------------------|-----------------------------|----------------------------|-------|-------------------|---|---|---|--|
| Milieux naturels superficiels (rivière...) | Eau potable | | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A | |
| OUI | OUI | Arrosage des jardins potagers yc serres non agricoles | Information via communiqué de presse | INTERDIT de 13 h à 20 h | INTERDIT entre 8 h et 20 h | | X | X | X | X | |
| OUI | OUI | Arrosage des pelouses, massifs fleuris, jardins d'agrément, espaces verts et golfs particuliers | | INTERDIT entre 8 h et 20 h | INTERDIT | | X | X | X | X | |
| OUI | OUI | Jardineries | | INTERDIT de 13 h à 20 h | | | | | X | X | |
| OUI | OUI | Fonctionnement des fontaines publiques et privées | | INTERDIT sauf circuit fermé | | | | X | X | X | |

| Ressources concernées | | Usages | Niveaux de restriction | | | | Usagers concernés | | | |
|--|-------------|---|--------------------------------------|---|--|--|-------------------|---|---|--------------------------|
| Milieux naturels superficiels (rivière...) | Eau potable | | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A |
| OUI | OUI | Arrosage d'arbres et arbustes | | INTERDIT sauf plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans autorisé de 20 h à 8 h | INTERDIT sauf plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans autorisé de 20 h à 8 h et limité à 2 nuits /semaine* (affichage sur le site des dates choisies) | INTERDIT sauf plantations d'arbres et arbustes de moins de 3 ans autorisé de 20 h à 8 h et limité à 2 nuits /semaine* (affichage sur le site des dates choisies) En cas de pénurie d'eau potable alors interdiction totale pour plantations de moins de 3 ans | X | X | X | X (hors gestion OUGC) |
| OUI | OUI | Arrosage des terrains de sport y compris aires d'évolutions équestres, centre équestres, hippodromes, circuits motocross et vtt | Information via communiqué de presse | INTERDIT de 13 h à 20 h | INTERDIT de 8 h à 20 h arrosage possible de 20h00 à 8 h, limité à 2 nuits par semaine* (affichage sur le site des dates choisies) | Interdiction totale Sauf pour terrains de sport d'enjeu national ou international : Interdiction de 8 h à 20 h Et limité à 2 nuits par semaine Sauf en cas de pénurie d'eau potable (Interdiction totale) | X | X | X | X |

| Ressources concernées | | Usages | Niveaux de restriction | | | | Usagers concernés | | | | |
|--|-------------|--|------------------------|--|--|--|-------------------|---|---|---|---|
| Milieux naturels superficiels (rivière...) | Eau potable | | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A | |
| OUI | OUI | Arrosage des golfs (conformément à l'accord cadre golf et environnement 2019-2024) | | INTERDIT de 8 h à 20 h + réduction consommation hebdomadaire de 30 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement | INTERDIT sauf les greens et les départs et seulement entre 20 h et 8 h + réduction consommation hebdomadaire de 60 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement | INTERDIT sauf pour les greens et seulement entre 20 h et 8 h sauf si pénurie eau potable + réduction consommation hebdomadaire de 70 % + Un registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement | | | X | X | |
| OUI | NON | Pratique du Canyoning et des randonnées aquatiques | | INTERDIT sauf mise en place d'un protocole départemental encadrant la pratique | | | X | X | X | | |
| OUI | OUI | Remplissage de piscines familiales | | INTERDIT Sauf remise à niveau et premier remplissage si le chantier avait débuté avant les premières restrictions. | INTERDIT | | X | | | | |
| OUI | OUI | Remplissage de piscines accueillant du public | | interdit sauf impératif sanitaire soumis à validation de l'ARS | | | X | X | X | | |
| OUI | OUI | Lavage de véhicules et engins nautiques par des professionnels | | INTERDIT sauf avec du matériel haute pression ou avec système de recyclage de l'eau (sauf impératif sanitaire). Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur. | INTERDIT, sauf impératif sanitaire Affichage obligatoire de l'arrêté de restriction en vigueur | | X | X | X | | X |
| OUI | OUI | Lavage de véhicules et engins nautiques chez les particuliers | | INTERDIT sauf impératif sanitaire | | | X | | | | |

| Ressources concernées | | Usages | Niveaux de restriction | | | | Usagers concernés | | | |
|--|-------------|--|------------------------|---|------------------|--|-------------------|---|---|---|
| Milieux naturels superficiels (rivière...) | Eau potable | | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A |
| OUI | OUI | Nettoyage des façades, toitures, trottoirs, voiries et autres surfaces imperméabilisées | | INTERDIT sauf impératif sanitaire, sécuritaire ou lié à des travaux | | INTERDIT sauf impératif sanitaire ou sécuritaire | X | X | X | X |
| OUI | OUI | Arrosage de surfaces de circulation générant de la poussière (piste de chantier, motocross, piste d'athlétisme...) | | INTERDIT sauf impératif sanitaire, sécuritaire ou lié à des travaux | | INTERDIT sauf impératif sanitaire ou sécuritaire | X | X | X | X |
| OUI | OUI | Nettoyage / arrosage des sites de manifestations temporaires sportives et culturelles | | INTERDIT SAUF pour la salubrité et sécurité | | | | X | X | X |

* Certaines mesures de restriction interdisent l'usage de l'eau sauf dans certaines conditions où elles peuvent être autorisées avec affichage des dates sur site. Dans ce cas, il est nécessaire de faire une demande d'autorisation auprès de la DDT(M).

Usages industriels et agricoles classés ICPE :

Les usagers concernés sont :

- Les entreprises (E)
- Les collectivités (C)
- Les exploitants agricoles et les structures collectives d'irrigation (A)

| Milieux naturels | Réseau AEP | Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A | |
|------------------|------------|--|---|--|------------------|-------|---|---|---|---|---|
| OUI | OUI | Exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) | Les exploitants ICPE sont tenus de s'informer des restrictions d'usage qui leur sont applicables et de sensibiliser leur personnel. | Se référer à l'arrêté d'autorisation ou de prescriptions des ICPE Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage grande eau), sauf impératif sanitaire ou lié à la sécurité publique. Le registre de prélèvement devra être rempli hebdomadairement. | | | | | X | X | X |

Remplissage de plan d'eau, manœuvre de vannes et navigation fluviale :

Les usagers concernés sont :

- Les particuliers (P)
- Les entreprises (E)
- Les collectivités (C)
- Les exploitants agricoles et les structures collectives d'irrigation (A)

| Milieux naturels | Réseau AEP | Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A | |
|------------------|------------|---|---|---|------------------|-------|---|---|---|---|--|
| OUI | NON | Installations de production d'électricité d'origine hydraulique | Information via communiqué de presse + Information des concessionnaires et propriétaires + Toute mesure d'anticipation proposée des concessionnaires et propriétaires | Le fonctionnement par éclusées (principe de retenir l'eau pour la restituer par la suite), des centrales hydroélectriques est <u>interdit</u> , quel que soit leur règlement d'eau, du 1er juin au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période sauf pour les ouvrages participant au soutien d'étiage, pour les ouvrages bénéficiant d'une dérogation et pour les ouvrages concédés participant à l'équilibre du réseau national. Tout arrêt de fonctionnement des équipements de production électrique d'un ouvrage concédé sera porté à la connaissance du service de police de l'eau du département et de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement. Sauf cas de force majeure, leur redémarrage ne sera possible qu'après accord formel du service de police de l'eau. | | | X | X | X | | |
| OUI | NON | Manœuvres des vannes d'installations hydrauliques | Information via communiqué | Les manœuvres de vannes provoquant | | | X | X | X | X | |

| | | | | | | | | |
|-----|-----|--|---|--|---|---|---|---|
| | | | é de presse + Information des concessionnaires et propriétaires + Toute mesure d'anticipation proposée des concessionnaires et propriétaires | artificiellement des variations de débits d'eau à l'amont et /ou à l'aval des barrages et moulins, sont interdites du 1er juin au 31 octobre, et a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période, à l'exception : - des vannes commandant les dispositifs de franchissement du poisson, - des manœuvres de vannes nécessaires au titre de la sécurité des ouvrages hydrauliques, au respect de la cote légale de l'ouvrage ou à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont, au soutien d'étiage, à l'alimentation des piscicultures et des ouvrages concédés participant à l'équilibre. du réseau national. | | | | |
| OUI | NON | Navigation fluviale | Information via communiqué de presse | Voir les arrêtés départementaux relatifs aux règlements particuliers de police de la navigation. Privilégier le regroupement des bateaux pour le passage des écluses. | X | X | X | |
| OUI | NON | Remplissage des plans d'eau sauf retenues destinées à l'AEP et retenues participant au soutien d'étiage dont l'arrêté d'autorisation le permet | Information via communiqué de presse | Le remplissage des retenues est interdit du 1 ^{er} juin au 31 octobre, ainsi qu'a minima dès le niveau d'alerte hors de cette période. | X | X | X | X |

Rejets dans le milieu naturel

Les usagers concernés sont :

- Les particuliers (P)
- Les entreprises (E)
- Les collectivités (C)
- Les exploitants agricoles et les structures collectives d'irrigation (A)

| Milieux naturels | Réseau AEP | Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A |
|------------------|------------|---|-----------|--|------------------|-------|---|---|---|---|
| OUI | NON | Vidanges piscines privées | | INTERDIT | | | X | X | X | X |
| OUI | NON | Vidange plans d'eau vers le réseau hydrographique | | INTERDIT sauf autorisation administrative spécifique. | | | X | X | X | X |

| Milieux naturels | Réseau AEP | Usages | Vigilance | Alerte | Alerte renforcée | Crise | P | E | C | A |
|------------------|------------|---------------------------------------|-----------|--|------------------|-------|---|---|---|---|
| OUI | OUI | Gestion des systèmes d'assainissement | | Reporter les opérations de maintenance notamment celles pouvant entraîner une dégradation du niveau de service des systèmes d'assainissement sauf si elles sont urgentes et indispensables au bon fonctionnement ultérieur du système d'assainissement et après accord du service police de l'eau. | | | | | X | |

DGFIP

24-2023-04-04-00004

Décision d'inutilité du 04 04 2023 d'un ensemble
immobilier du domaine privé de l' Etat



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Arrêté préfectoral portant déclaration d'inutilité d'un ensemble immobilier du
Domaine Privé de l'État et de remise au Service Local du Domaine de la Dordogne**

Le Préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment son article L. 3 211-1;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 19;

Vu le décret n° 2008-1248 du 1^{er} décembre 2008 relatif à l'utilisation des immeubles domaniaux par l'État et ses établissements publics notamment son article 7;

Vu le décret du 3 novembre 2021 nommant Monsieur Jean-Sébastien LAMONTAGNE, préfet de la Dordogne ;

Considérant que la parcelle cadastrée section BE 435 d'une contenance de 0ha22a97ca sise 49 rue Font Laurière à Périgueux (24 000) est devenue inutile aux besoins des services du Ministère de l'Intérieur;

Sur proposition de la Directrice du Secrétariat Général Commun Départemental de la Dordogne ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Est prononcée l'inutilité aux activités des services de l'État de la parcelle cadastrée section BE 435 d'une contenance de 0ha 22a 97ca, sise 49 rue Font Laurière à Périgueux (24 000), comprenant deux bâtiments enregistrés sous les n° REFX 115858/169174 et 115858/217219.

Article 2 : La parcelle précitée à l'article 1 est remise au Service Local du Domaine de la Dordogne, pour mise en œuvre de la procédure d'aliénation par l'intermédiaire du Pôle de Gestion Domaniale de la Gironde.

Article 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application Télérecours, accessible sur le site www.recours.fr.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Dordogne, le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Dordogne (service local du Domaine), le Directeur Régional des Finances Publiques de la Gironde et de la Région Nouvelle-Aquitaine (Pôle de Gestion Domaniale) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne.

Fait à Périgueux, le **4 AVR. 2023**

Le Préfet,



Jean-Sébastien LAMONTAGNE

Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des
Solidarités et de la Protection des Populations

24-2023-10-10-00002

Arrêté préfectoral portant une zone réglementée
temporaire à la suite de la déclaration d'infection de
la maladie hémorragique (MHE) d'une établissement
élevage

**Arrêté n°
PORTANT UNE ZONE RÉGLEMENTÉE TEMPORAIRE À LA SUITE DE LA DÉCLARATION
D'INFECTION DE LA MALADIE HÉMORRAGIQUE (MHE)
D'UN ÉTABLISSEMENT D'ÉLEVAGE**

Le Préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;

Vu le règlement d'exécution (UE) 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l'application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d'espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;

Vu le règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;

Vu le règlement délégué (UE) 2020/688 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les conditions de police sanitaire applicables aux mouvements d'animaux terrestres et d'œufs à couver dans l'Union ;

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L. 201-8, L. 221-1-1, L. 228-1 à L. 228-8, R. 228-1, R. 236-1 et R. 236-4 du code rural et de la pêche maritime ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 septembre 2023 fixant des mesures de surveillance, de prévention et de lutte vis-à-vis de la maladie hémorragique épizootique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 32-2023-10-05-00002 du 05 octobre 2023 portant déclaration d'infection de la maladie hémorragique épizootique dans un établissement situé à Mont D'Astarac ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 32-2023-10-05-00003 du 05 octobre 2023 portant déclaration d'infection de la maladie hémorragique épizootique dans un établissement situé à Samaran ;

SUR PROPOSITION de la directrice départementale chargée de l'emploi, du travail, de la solidarité et de la protection des populations,

ARRETE

Article 1^{er}

Une zone réglementée temporaire est définie conformément à l'article 4 à l'arrêté ministériel du 23 septembre 2023 fixant des mesures de surveillance, de prévention et de lutte vis-à-vis de la maladie hémorragique épizootique.

Article 2

Les communes concernées par la zone réglementée temporaire sont définies en annexe du présent arrêté. Les communes listées font l'objet des mesures prévues à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 23 septembre 2023 fixant des mesures de surveillance, de prévention et de lutte vis-à-vis de la maladie hémorragique épizootique.

Article 3

Le présent arrêté est maintenu pendant une durée de 2 ans après la date des arrêtés préfectoraux n° 32-2023-10-05-00002 et n° 32-2023-10-05-00003 du 05 octobre 2023 portant déclaration d'infection.

Article 4

Le non-respect des dispositions du présent arrêté constituent des infractions définies et réprimées par les articles R. 228-1 à R. 228-10 du code rural et de la pêche maritime.

Article 5

Le présent arrêté est susceptible de recours auprès du tribunal administratif territorialement compétent sous un délai de deux mois à compter de sa publication, conformément aux dispositions des articles R.421-1 et suivants du code de justice administrative.

Article 6

La directrice départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations, les maires des communes concernées, les vétérinaires sanitaires sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne.

Périgueux, le 10 OCT. 2023

Le Préfet,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Jean-Sébastien Lamontagne', is written over a faint blue circular stamp.

Jean-Sébastien LAMONTAGNE

Annexe : Liste des communes en zone réglementaire temporaire

| | |
|--|-------|
| SAINT-MEARD-DE-GURCON | 24461 |
| MONTAZEAU | 24288 |
| SAINT-VIVIEN | 24514 |
| MONTPEYROUX | 24292 |
| LE FLEIX | 24182 |
| SAINT-ANTOINE-DE-BREUILH | 24370 |
| PORT-SAINTE-FOY-ET-PONCHAPT | 24335 |
| NASTRINGUES | 24306 |
| FOUGUEYROLLES | 24189 |
| VELINES | 24568 |
| SAINT-SEURIN-DE-PRATS | 24501 |
| MONTCARET | 24289 |
| BONNEVILLE-ET-SAINT-AVIT-DE-FUMADIERES | 24048 |
| SAINT-MICHEL-DE-MONTAIGNE | 24466 |
| LAMOTHE-MONTRAVEL | 24226 |
| MONBAZILLAC | 24274 |
| POMPORT | 24331 |
| SAUSSIGNAC | 24523 |
| RAZAC-DE-SAUSSIGNAC | 24349 |
| MONESTIER | 24276 |
| GARDONNE | 24194 |
| GAGEAC-ET-ROUILLAC | 24193 |
| CUNEGES | 24148 |
| SAINTE-FOY-DE-BELVES | 24406 |
| PAYS DE BELVES | 24035 |
| SAINT-AVIT-RIVIERE | 24378 |
| SAINTE-CROIX | 24393 |
| NAUSSANNES | 24307 |
| BEAUMONTOIS EN PERIGORD | 24028 |

| | |
|---------------------------|-------|
| MONTAUT | 24287 |
| BARDOU | 24024 |
| SAINT-CERNIN-DE-LABARDE | 24385 |
| MONSAGUEL | 24282 |
| ISSIGEAC | 24212 |
| SINGLEYRAC | 24536 |
| SAINT-PERDOUX | 24483 |
| SADILLAC | 24359 |
| RIBAGNAC | 24351 |
| BOUNIAGUES | 24054 |
| ROUFFIGNAC-DE-SIGOULES | 24357 |
| MESCOULES | 24267 |
| THENAC | 24549 |
| SAINT-POMPONT | 24488 |
| CAMPAGNAC-LES-QUERCY | 24075 |
| PRATS-DU-PERIGORD | 24337 |
| ORLIAC | 24313 |
| DOISSAT | 24151 |
| SALLES-DE-BELVES | 24517 |
| MAZEYROLLES | 24263 |
| SAINT-ROMAIN-DE-MONPAZIER | 24495 |
| SAINT-MARCORY | 24446 |
| MONPAZIER | 24280 |
| MARSALES | 24257 |
| GAUGEAC | 24195 |
| CAPDROT | 24080 |
| RAMPIEUX | 24347 |
| SAINT-CASSIEN | 24384 |
| LOLME | 24244 |
| LAVALADE | 24231 |
| SAINTE-RADEGONDE | 24492 |
| SAINT-LEON-D'ISSIGEAC | 24441 |

| | |
|--------------------------------|-------|
| FAURILLES | 24176 |
| BOISSE | 24045 |
| MONMARVES | 24279 |
| PLAISANCE | 24168 |
| SAINT-CAPRAISE-D'EYMET | 24383 |
| SAINT-AUBIN-DE-CADELECH | 24373 |
| RAZAC-D'EYMET | 24348 |
| SERRES-ET-MONTGUYARD | 24532 |
| FONROQUE | 24186 |
| EYMET | 24167 |
| VILLEFRANCHE-DU-PERIGORD | 24585 |
| SAINT-CERNIN-DE-L'HERM | 24386 |
| BESSE | 24039 |
| LAVOUR | 24232 |
| SOULAURES | 24542 |
| BIRON | 24043 |
| VERGT-DE-BIRON | 24572 |
| LOUBEJAC | 24245 |
| SAINT-JULIEN-INNOCENCE-EULALIE | 24423 |
| SIGOULES-ET-FLAUGEAC | 24534 |

Préfecture de la Dordogne

24-2023-10-12-00001

Arrêté portant classement de l'office de tourisme
Sarlat-Perigord Noir dans la catégorie I

Arrêté n°

portant classement de l'office de tourisme Sarlat-Périgord Noir
dans la catégorie I

Le préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code du tourisme et notamment l'article L.133-10-1 et suivants, l'article D.133-20 et suivants ;

Vu l'arrêté ministériel du 16 avril 2019 fixant les critères de classement des offices de tourisme ;

Vu la délibération n° 2023-55 du conseil communautaire de la communauté de communes Sarlat Périgord Noir en date du 3 juillet 2023 sollicitant le classement dans la catégorie I de l'office de tourisme Sarlat-Périgord Noir ;

Vu les éléments du dossier de demande de classement de l'office de tourisme Sarlat-Périgord Noir dans la catégorie I reçus le 26 juin 2023 et complétés le 28 septembre 2023 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

Arrête

Article 1er : L'office de tourisme Sarlat-Périgord Noir sis 99, avenue de Selves à Sarlat la Canéda (24200) est classé dans la catégorie I.

Statut juridique : Établissement Public à caractère Industriel ou Commercial (EPIC)

Bureaux d'information touristique : Sarlat la Canéda, Beynac et Cazenac et La Roque Gageac.

Article 2 : Ce classement est prononcé pour une durée de 5 ans à compter de la date du présent arrêté.

.../...

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le président de la communauté de communes Sarlat-Périgord Noir sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'Etat en Dordogne.

Périgueux, le 12 OCT. 2023

Le préfet,
Pour le Préfet et par dérogation,
le Secrétaire Général

Nicolas DUFAUD

Délais et voies de recours : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans un délai de 2 mois à compter de sa signature, devant le Tribunal Administratif de Bordeaux - 9, rue Tastet - BP 947 - 33063 BORDEAUX cedex. Un recours gracieux peut être déposé préalablement auprès du préfet de Dordogne ou un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de l'intérieur, place Beauvau - 75800 PARIS cedex 08. Cette demande prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite.

Préfecture de la Dordogne

24-2023-10-09-00002

VIDEOPROTECTION-Commune de
MONTPON-MENESTEROL-arrêté-1120-09102023

ARRETE N°
PORTANT AUTORISATION D'UN SYSTEME DE VIDEOPROTECTION

Le préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L.251-1 à L.255-1 ;

VU le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles R.251-1 à R.253-4 ;

VU le décret n°96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour application des titres II (chapitre III) et V du livre II du code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret en date du 03 novembre 2021 portant nomination de M. Jean-Sébastien LAMONTAGNE, préfet de la Dordogne ;

VU le décret en date du 24 novembre 2021 portant nomination de M. Yohan BLONDEL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Dordogne ;

VU l'arrêté ministériel du 03 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection et ses annexes techniques ;

VU l'arrêté préfectoral n° 24-2023-07-04-00001 en date du 04 juillet 2023 accordant délégation de signature à M. Yohan BLONDEL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Dordogne ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par Mme la Maire – Commune de MONTPON-MENESTEROL située Place Gambetta – 24700 MONTPON-MENESTEROL, enregistrée sous le numéro 20102768_1120 ;

VU l'avis favorable sous réserve (réserve levée le 15 septembre 2023) de la commission départementale de vidéoprotection de la Dordogne en date du 21 juin 2022 ;

CONSIDÉRANT qu'il ressort des éléments fournis par le demandeur que la demande d'autorisation répond aux finalités du système prévues par la loi ;

SUR proposition de M. Yohan BLONDEL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Dordogne ;

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Mme la Maire – Commune de MONTPON-MENESTEROL est autorisée, dans les conditions fixées au présent arrêté et pour une durée de **cinq ans** renouvelable, à mettre en œuvre un système de vidéoprotection sur le territoire de sa collectivité située Place Gambetta – 24700 MONTPON-MENESTEROL.

Ce système composé de 35 caméras extérieures dont 20 visionnant la voie publique doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur et ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Article 2 : Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements sont détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 3 : Le public est informé de la présence de ces caméras, dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée.

Article 4 : Le titulaire de la présente autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet. Il devra informer préalablement l'autorité préfectorale de la date de mise en service des caméras.

Article 5 : Le responsable de la mise en œuvre du système, devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images (notamment sur leur confidentialité) ainsi que dans la maintenance du système mis en place. La salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images ne pourra être accessible qu'aux personnes dûment habilitées et autorisées par l'autorité responsable du système.

Conformément aux articles L252-3 et R252-12 du code de la sécurité intérieure, l'accès aux images, aux enregistrements et la transmission des images est ouvert à certains militaires et/ou fonctionnaires de police nommément désignés et habilités par le commandant du groupement de gendarmerie départementale ou le directeur départemental de la sécurité publique.

Article 6 : Toute modification présentant un caractère substantiel doit faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés, changement d'exploitant, changement dans la configuration des lieux, changement affectant la protection des images).

Article 7 : Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation peut, après que l'intéressé ait été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions figurant au code de la sécurité intérieure ou à celle résultant de l'article 18 du décret du 17 octobre 1996 susvisé ou encore en cas de modification des conditions au vu desquelles cette autorisation a été délivrée.

Article 8 : Lorsqu'un dispositif de vidéoprotection visionne un lieu de travail, les dispositions d'information préalable des salariés, prévues par les articles L.1221-9, L.1222-4 et L.2323-32 doivent être respectées.

Article 9 : Le présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Dordogne, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.

Article 10 : Le sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Dordogne et le directeur départemental de la sécurité publique ou le commandant du groupement de gendarmerie départementale de la Dordogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et dont copie sera adressée au maire de la commune pour information.

Périgueux, le

09 OCT. 2023

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,
le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,


Johan BLONDEL

Préfecture de la Dordogne

24-2023-10-10-00001

Arrêté portant composition du jury suite à l'emploi
relative à l'unité d'enseignement "Pédagogie
Appliquée à l'Emploi de Formateur aux Premiers
Secours"

**Arrêté n°
portant composition du jury suite à la formation relative à l'unité d'enseignement « Pédagogie
Appliquée à l'Emploi de Formateur aux Premiers Secours »
organisée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Dordogne (SDIS 24)
du 11 septembre au 15 septembre 2023 et du 25 septembre au 29 septembre 2023**

**Le Préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le décret n° 91-834 du 30 août 1991 modifié relatif à la formation aux premiers secours,
- Vu** le décret n° 92-514 du 12 juin 1992 modifié relatif à la formation de moniteur des premiers secours,
- Vu** le décret n° 92-1195 du 5 novembre 1992 modifié relatif à la formation d'instructeur de secourisme,
- Vu** le décret n° 97-48 du 20 janvier 1997 modifié portant diverses mesures relatives au secourisme,
- Vu** le décret du 4 novembre 2021 nommant M. Jean-Sébastien LAMONTAGNE, préfet de la Dordogne,
- Vu** le décret du 24 novembre 2021 nommant M. Yohan BLONDEL, directeur de Cabinet du préfet de la Dordogne,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°24-2023-07-04-00001 du 4 juillet 2023 accordant délégation de signature à M. Yohan BLONDEL, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de la Dordogne ;
- Vu** l'arrêté du 8 juillet 1992 relatif aux conditions d'habilitation ou d'agrément pour les formations aux premiers secours.
- Vu** l'arrêté du 24 mai 2000 portant organisation de la formation continue dans le domaine des premiers secours,
- Vu** l'arrêté du 8 août 2012 fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « Pédagogie Initiale et Commune de Formateur »,
- Vu** l'arrêté du 17 août 2012 fixant le référentiel national de compétences de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « Pédagogie Appliquée à l'Emploi de Formateur de Formateurs »,
- Vu** l'arrêté du 3 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « Pédagogie Appliquée à l'Emploi de Formateur aux Premiers Secours »,
- Vu** l'arrêté du 4 septembre 2012 modifié fixant le référentiel national de sécurité civile relatif à l'unité d'enseignement « Pédagogie Appliquée à l'Emploi de Formateur en Prévention et Secours Civiques »,
- Vu** la décision d'agrément n° PAE FPS – 0106 C24 en date du 1^{er} juin 2021 relative à l'unité d'enseignement « pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civiques » ;

Considérant l'organisation par le SDIS 24 d'une formation relative à l'unité d'enseignement « Pédagogie Appliquée à l'Emploi de Formateur aux Premiers Secours » du 11 septembre au 15 septembre 2023 et du 25 septembre au 29 septembre 2023.

Considérant la nécessité de composer et convoquer un jury afin de délibérer sur les dossiers des candidats ayant préparé la formation susvisée ;

Sur proposition de M. le Directeur de Cabinet,

ARRÊTE :

Article 1 : Il est constitué un jury relatif à la formation « pédagogie appliquée à l'emploi de formateurs aux premiers secours » le **mardi 10 octobre, à 15 heures 30**, à la préfecture de la Dordogne - 24 000 PERIGUEUX.

Article 2 : La composition du jury est la suivante :

- Médecin colonel Stéphane BUHAJ, SDIS 24
- Commandant Artemis QUETIER, formateur de formateur auprès du SDIS 24
- Adjudant-chef Christophe EYMAT, formateur de formateur auprès du SDIS 24
- Sapeur 1ère classe Malik PINIER, formateur de formateur auprès du SDIS 24
- Sergent Jérôme BILQUEZ, formateur de formateur auprès du SDIS 24

Article 3 : Le médecin colonel Stéphane BUHAJ présidera le jury.

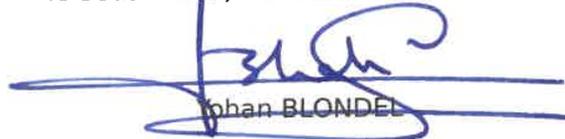
Le jury ne pourra valablement délibérer que s'il est au complet.

Article 4. - L'acquisition des compétences relatives à l'unité d'enseignement « Pédagogie Appliquée à l'Emploi de Formateur aux Premiers Secours » est sanctionnée par la délivrance du certificat de compétences de « Formateurs aux Premiers Secours ».

Article 5. - M. le Directeur de Cabinet de la Préfecture de la Dordogne est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs.

Fait à Périgueux, le 10 octobre 2023

Pour le Préfet,
et par délégation,
le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet



Japhan BLONDEL

Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du département de la Dordogne. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de Bordeaux, (adresse : 9 rue Tastet- CS 21490 - 33063 Bordeaux Cedex) dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, ou dans un délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.



Préfecture de la Dordogne
2, rue Paul Louis Courier - CS 39000 - 24024 Périgueux cedex
Tél : 05 53 02 24 24 - www.dordogne.gouv.fr



Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda

24-2023-10-11-00001

AP abrogation carte communale La Roque Gageac

Direction départementale des territoires
Délégation territoriale du Périgord Noir
Affaire suivie par : Nicolas Castanier
Tél : 05 47 24 16 53
Courriel : nicolas.castanier@dordogne.gouv.fr

**Arrêté n°
portant abrogation de la carte communale applicable
sur la commune La Roque Gageac**

**Le préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 29 septembre 2006, et l'arrêté préfectoral du 11 octobre 2006, approuvant la carte communale de la Roque Gageac,

VU la délibération en date du 14 décembre 2015, du conseil communautaire de la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, décidant de prescrire l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi),

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, en sa séance du 27 septembre 2021, arrêtant le projet de PLUi et tirant le bilan de la concertation,

VU l'arrêté en date du 15 février 2022 de Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, prescrivant la tenue d'une enquête publique unique portant sur le projet du PLUi, le projet de Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), les Périmètres Délimités des Abords et de l'abrogation des 9 cartes communales en vigueur sur le territoire intercommunal.



VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 mars au 21 avril 2022,

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête,

VU la délibération en date du 3 juillet 2023 du conseil communautaire de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir approuvant le PLUi,

VU l'arrêté préfectoral n° 24-021-11-22-00005 en date du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à Madame Nadine MONTEIL, sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

SUR proposition de Madame la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

ARRÊTE

Article 1er : La carte communale applicable sur la commune de La Roque Gageac est abrogée à la date à compter de laquelle le PLUi de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir devient exécutoire.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir.

Article 3 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire abrogeant la carte communale seront affichés en mairie de la Roque Gageac, et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 5 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

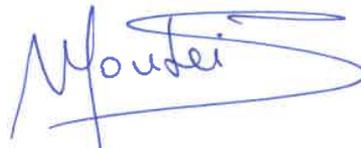
Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda, le maire de la commune de la Roque Gageac, le président de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir, le directeur départemental des territoires de la Dordogne, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarlat-la-Canéda, le 11 octobre 2023

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Sarlat-la-Canéda



Nadine MONTEIL

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda

Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69

Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



web

Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda

24-2023-10-11-00002

AP abrogation CC Marcillac-Saint-Quentin

Direction départementale des territoires
Délégation territoriale du Périgord Noir
Affaire suivie par : Nicolas Castanier
Tél : 05 47 24 16 53
Courriel : nicolas.castanier@dordogne.gouv.fr

Arrêté n°
portant abrogation de la carte communale applicable
sur la commune de Marcillac-Saint-Quentin

Le préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 8 février 2010, et l'arrêté préfectoral du 1er avril 2010, approuvant la révision de la carte communale de Marcillac-Saint-Quentin,

VU la délibération en date du 14 décembre 2015, du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, décidant de prescrire l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi),

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, en sa séance du 27 septembre 2021, arrêtant le projet de PLUi et tirant le bilan de la concertation,

VU l'arrêté en date du 15 février 2022 de Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, prescrivant la tenue d'une enquête publique unique portant sur le projet du PLUi, le projet de Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), les Périmètres Délimités des Abords et de l'abrogation des 9 cartes communales en vigueur sur le territoire intercommunal.



VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 mars au 21 avril 2022,

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête,

VU la délibération en date du 3 juillet 2023 du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir approuvant le PLUi,

VU l'arrêté préfectoral n° 24-021-11-22-00005 en date du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à Madame Nadine MONTEIL, sous-préfète de Sarlat-la-canéda,

SUR proposition de Madame la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

ARRÊTE

Article 1er: La carte communale applicable sur la commune de Marcillac-Saint-Quentin est abrogée à la date à compter de laquelle le PLUi de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir devient exécutoire.

Article 2: Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir.

Article 3: Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire abrogeant la carte communale seront affichés en mairie de Marcillac-Saint-Quentin, et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 4: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 5: Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

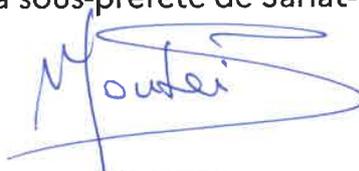
Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



Article 6 : Le secrétaire général de préfecture de la Dordogne, la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda, le maire de la commune de Marcillac-Saint-Quentin, le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarlat-la-Canéda, le **11 OCT. 2023**

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Sarlat-la-Canéda



Nadine MONTEIL

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



web

Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda

24-2023-10-11-00003

AP abrogation CC Marquay

Direction départementale des territoires
Délégation territoriale du Périgord Noir
Affaire suivie par : Nicolas Castanier
Tél : 05 47 24 16 53
Courriel : nicolas.castanier@dordogne.gouv.fr

**Arrêté n°
portant abrogation de la carte communale applicable
sur la commune de Marquay**

**Le préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 23 avril 2007, et l'arrêté préfectoral du 3 mai 2007, approuvant la révision de la carte communale de Marquay,

VU la délibération en date du 14 décembre 2015, du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, décidant de prescrire l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi),

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, en sa séance du 27 septembre 2021, arrêtant le projet de PLUi et tirant le bilan de la concertation,

VU l'arrêté en date du 15 février 2022 de Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, prescrivant la tenue d'une enquête publique unique portant sur le projet du PLUi, le projet de Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), les Périmètres Délimités des Abords et de l'abrogation des 9 cartes communales en vigueur sur le territoire intercommunal.



VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 mars au 21 avril 2022,

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête,

VU la délibération en date du 3 juillet 2023 du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir approuvant le PLUi,

VU l'arrêté préfectoral n° 24-021-11-22-00005 en date du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à Madame Nadine MONTEIL, sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

SUR proposition de Madame la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

A R R Ê T E

Article 1^{er} : La carte communale applicable sur la commune de Marquay est abrogée à la date à compter de laquelle le PLUi de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir devient exécutoire.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir.

Article 3 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire abrogeant la carte communale seront affichés en mairie de Marquay, et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 5 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

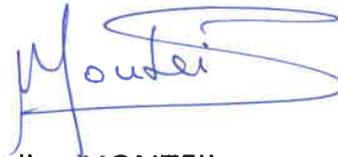
Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



Article 6 : Le secrétaire général de préfecture de la Dordogne, la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda, le maire de la commune de Marquay, le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarlat-la-Canéda, le 11 OCT. 2023

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Sarlat-la-Canéda



Nadine MONTEIL

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



web

100 000 000

100 000 000

Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda

24-2023-10-11-00004

AP abrogation CC Proissans

Direction départementale des territoires
Délégation territoriale du Périgord Noir
Affaire suivie par : Nicolas Castanier
Tél : 05 47 24 16 53
Courriel : nicolas.castanier@dordogne.gouv.fr

Arrêté n°
portant abrogation de la carte communale applicable
sur la commune de Proissans

Le préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 1er juin 2010, et l'arrêté préfectoral du 23 septembre 2010, approuvant la révision de la carte communale de Proissans,

VU la délibération en date du 14 décembre 2015, du conseil communautaire de la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, décidant de prescrire l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi),

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, en sa séance du 27 septembre 2021, arrêtant le projet de PLUi et tirant le bilan de la concertation,

VU l'arrêté en date du 15 février 2022 de Monsieur le président de la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, prescrivant la tenue d'une enquête publique unique portant sur le projet du PLUi, le projet de Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), les Périmètres Délimités des Abords et de l'abrogation des 9 cartes communales en vigueur sur le territoire intercommunal.



VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 mars au 21 avril 2022,

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête,

VU la délibération en date du 3 juillet 2023 du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir approuvant le PLUi,

VU l'arrêté préfectoral n° 24-021-11-22-00005 en date du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à Madame Nadine MONTEIL, sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

SUR proposition de Madame la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

ARRÊTE

Article 1er : La carte communale applicable sur la commune de Proissans est abrogée à la date à compter de laquelle le PLUi de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir devient exécutoire.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir.

Article 3 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire abrogeant la carte communale seront affichés en mairie de Proissans, et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 5 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

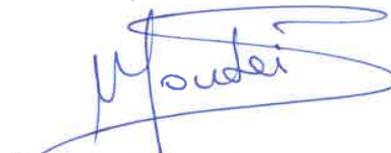
Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



Article 6 : Le secrétaire général de préfecture de la Dordogne, la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda, le maire de la commune de Proissans, le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarlat-la-Canéda, le 11 OCT. 2023

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Sarlat-la-Canéda



Nadine MONTEIL

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



web

2023-10-11

Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda

24-2023-10-11-00005

AP abrogation CC Saint-André-d'Allas

Direction départementale des territoires
Délégation territoriale du Périgord Noir
Affaire suivie par : Nicolas Castanier
Tél : 05 47 24 16 53
Courriel : nicolas.castanier@dordogne.gouv.fr

**Arrêté n°
portant abrogation de la carte communale applicable
sur la commune de Saint-André-d'Allas**

**Le préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 26 mars 2009, et l'arrêté préfectoral du 19 mai 2009, approuvant la carte communale de Saint-André-d'Allas,

VU la délibération en date du 14 décembre 2015, du conseil communautaire de la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, décidant de prescrire l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi),

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, en sa séance du 27 septembre 2021, arrêtant le projet de PLUi et tirant le bilan de la concertation,

VU l'arrêté en date du 15 février 2022 de Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, prescrivant la tenue d'une enquête publique unique portant sur le projet du PLUi, le projet de Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), les Périmètres Délimités des Abords et de l'abrogation des 9 cartes communales en vigueur sur le territoire intercommunal.



VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 mars au 21 avril 2022,

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête,

VU la délibération en date du 3 juillet 2023 du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir approuvant le PLUi,

VU l'arrêté préfectoral n° 24-021-11-22-00005 en date du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à Madame Nadine MONTEIL, sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

SUR proposition de Madame la sous préfète de Sarlat-la-Canéda,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La carte communale applicable sur la commune de Saint-André-d'Allas est abrogée à la date à compter de laquelle le PLUi de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir devient exécutoire.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le président de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir.

Article 3 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire abrogeant la carte communale seront affichés en mairie de Saint-André-d'Allas, et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 5 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr

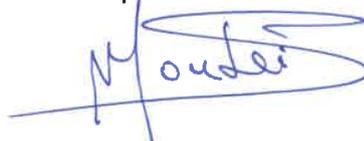


web

Article 6 : Le secrétaire général de préfecture de la Dordogne, la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda, le maire de la commune de Saint-André-d'Allas, le président de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarlat-la-Canéda, le 11 OCT. 2023

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Sarlat-la-Canéda



Nadine MONTEIL

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende – 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



web

123456789

Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda

24-2023-10-11-00007

AP abrogation CC Saint-Vincent-de-Cosse

Direction départementale des territoires
Délégation territoriale du Périgord Noir
Affaire suivie par : Nicolas Castanier
Tél : 05 47 24 16 53
Courriel : nicolas.castanier@dordogne.gouv.fr

**Arrêté n°
portant abrogation de la carte communale applicable
sur la commune de Saint-Vincent-de-Cosse**

**Le préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 18 novembre 2005, et l'arrêté préfectoral du 3 février 2006, approuvant la carte communale de Saint-Vincent-de-Cosse,

VU la délibération en date du 14 décembre 2015, du conseil communautaire de la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, décidant de prescrire l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi),

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, en sa séance du 27 septembre 2021, arrêtant le projet de PLUi et tirant le bilan de la concertation,

VU l'arrêté en date du 15 février 2022 de Monsieur le président de la communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir, prescrivant la tenue d'une enquête publique unique portant sur le projet du PLUi, le projet de Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), les Périmètres Délimités des Abords et de l'abrogation des 9 cartes communales en vigueur sur le territoire intercommunal.



VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 mars au 21 avril 2022,

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête,

VU la délibération en date du 3 juillet 2023 du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir approuvant le PLUi,

VU l'arrêté préfectoral n° 24-021-11-22-00005 en date du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à Madame Nadine MONTEIL, sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

SUR proposition de Madame la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

ARRÊTE

Article 1^{er} : La carte communale applicable sur la commune de Saint-Vincent-de-Cosse est abrogée à la date à compter de laquelle le PLUi de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir devient exécutoire.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à M. le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir.

Article 3 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire abrogeant la carte communale seront affichés en mairie de Sainte-Vincent-de-Cosse, et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 5 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

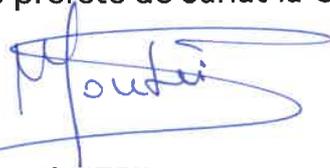
Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



Article 6 : Le secrétaire général de préfecture de la Dordogne, la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda, le maire de la commune de Saint-Vincent-de-Cosse, le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarlat-la-Canéda, le 11 OCT. 2023

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Sarlat-la-Canéda



Nadine MONTEIL

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



web

Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda

24-2023-10-11-00006

AP abrogation CC Saint-Vincent-le-Paluel

Direction départementale des territoires
Délégation territoriale du Périgord Noir
Affaire suivie par : Nicolas Castanier
Tél : 05 47 24 16 53
Courriel : nicolas.castanier@dordogne.gouv.fr

Arrêté n°
portant abrogation de la carte communale applicable
sur la commune de Saint-Vincent-le-Paluel

Le préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 13 février 2012, et l'arrêté préfectoral du 3 avril 2012, approuvant la révision de la carte communale de Saint-Vincent-le-Paluel,

VU la délibération en date du 14 décembre 2015, du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, décidant de prescrire l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi),

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, en sa séance du 27 septembre 2021, arrêtant le projet de PLUi et tirant le bilan de la concertation,

VU l'arrêté en date du 15 février 2022 de Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, prescrivant la tenue d'une enquête publique unique portant sur le projet du PLUi, le projet de Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), les Périmètres Délimités des Abords et de l'abrogation des 9 cartes communales en vigueur sur le territoire intercommunal.



VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 mars au 21 avril 2022,

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête,

VU la délibération en date du 3 juillet 2023 du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir approuvant le PLUi,

VU l'arrêté préfectoral n° 24-021-11-22-00005 en date du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à Madame Nadine MONTEIL, sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

SUR proposition de Madame la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

ARRÊTE

Article 1er : La carte communale applicable sur la commune de Saint-Vincent-le-Paluel est abrogée à la date à compter de laquelle le PLUi de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir devient exécutoire.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le président de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir.

Article 3 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire abrogeant la carte communale seront affichés en mairie de Saint-Vincent-le-Paluel, et au siège de la Communauté de Communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 5 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

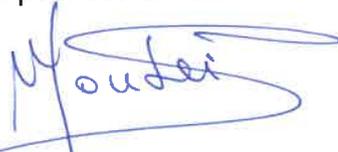
Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



Article 6 : Le Secrétaire général de préfecture de la Dordogne, la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda, le maire de la commune de Saint-Vincent-le-Paluel, le président de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarlat-la-Canéda, le 11 OCT. 2023

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Sarlat-la-Canéda



Nadine MONTEIL

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



web

121

Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda

24-2023-10-11-00008

AP abrogation CC Sainte-Nathalène

Direction départementale des territoires
Délégation territoriale du Périgord Noir
Affaire suivie par : Nicolas Castanier
Tél : 05 47 24 16 53
Courriel : nicolas.castanier@dordogne.gouv.fr

Arrêté n°
portant abrogation de la carte communale applicable
sur la commune de Sainte-Nathalène

Le préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 2 juillet 2013, et l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2013, approuvant la révision de la carte communale de Sainte-Nathalène,

VU la délibération en date du 14 décembre 2015, du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, décidant de prescrire l'élaboration Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi),

VU la délibération du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, en sa séance du 27 septembre 2021, arrêtant le projet de PLUi et tirant le bilan de la concertation,

VU l'arrêté en date du 15 février 2022 de Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, prescrivant la tenue d'une enquête publique unique portant sur le projet du PLUi, le projet de Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), les Périmètres Délimités des Abords et de l'abrogation des 9 cartes communales en vigueur sur le territoire intercommunal.



VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 mars au 21 avril 2022,

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête,

VU la délibération en date du 3 juillet 2023 du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir approuvant le PLUi,

VU l'arrêté préfectoral n° 24-021-11-22-00005 en date du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à Madame Nadine MONTEIL, sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

SUR proposition de Madame la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

ARRÊTE

Article 1er : La carte communale applicable sur la commune de Sainte-Nathalène est abrogée à la date à compter de laquelle le PLUi de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir devient exécutoire.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le président de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir.

Article 3 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire abrogeant la carte communale seront affichés en mairie de Sainte-Nathalène, et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 5 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

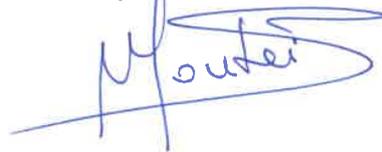
Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



Article 6 : Le secrétaire général de préfecture de la Dordogne, la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda, le maire de la commune de Sainte-Nathalène, le président de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarlat-la-Canéda, le **11 OCT. 2023**

Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète de Sarlat-la-Canéda



Nadine MONTEIL

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



web

Page 1/1

Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda

24-2023-10-11-00009

AP abrogation CC Tamniès

Direction départementale des territoires
Délégation territoriale du Périgord Noir
Affaire suivie par : Nicolas Castanier
Tél : 05 47 24 16 53
Courriel : nicolas.castanier@dordogne.gouv.fr

**Arrêté n°
portant abrogation de la carte communale applicable
sur la commune de Tamnies**

**Le préfet de la Dordogne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L. 160-1 à L. 163-10, R. 161-1 à R. 163-9,

VU la délibération du conseil communautaire en date du 7 avril 2017, et l'arrêté préfectoral du 4 janvier 2018, approuvant la révision de la carte communale de Tamnies,

VU la délibération en date du 14 décembre 2015, du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, décidant de prescrire l'élaboration du Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi),

VU la délibération du conseil communautaire de la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, en sa séance du 27 septembre 2021, arrêtant le projet de PLUi et tirant le bilan de la concertation,

VU l'arrêté en date du 15 février 2022 de Monsieur le président de la communauté de communes de Sarlat Périgord Noir, prescrivant la tenue d'une enquête publique unique portant sur le projet du PLUi, le projet de Règlement local de publicité intercommunal (RLPi), les Périmètres Délimités des Abords et de l'abrogation des 9 cartes communales en vigueur sur le territoire intercommunal.



VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 16 mars au 21 avril 2022,

VU le rapport et les conclusions de la commission d'enquête,

VU la délibération en date du 3 juillet 2023 du conseil communautaire de la Communauté de communes de Sarlat Périgord Noir approuvant le PLUi,

VU l'arrêté préfectoral n° 24-021-11-22-00005 en date du 22 novembre 2021 donnant délégation de signature à Madame Nadine MONTEIL, sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

SUR proposition de Madame la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda,

ARRÊTE

Article 1er : La carte communale applicable sur la commune de Tamnies est abrogée à la date à compter de laquelle le PLUi de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir devient exécutoire.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le président de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir.

Article 3 : Le présent arrêté, ainsi que la délibération du conseil communautaire abrogeant la carte communale seront affichés en mairie de Tamnies, et au siège de la Communauté de communes pendant un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal habilité et diffusé dans le département.

Article 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

Article 5 : Le présent arrêté sera exécutoire dès l'accomplissement de l'ensemble des formalités prévues à l'article 3 ci-dessus. La date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.

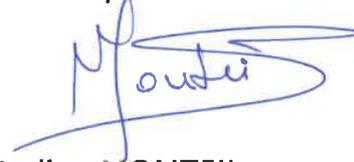
Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69
Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



Article 6 : Le secrétaire général de préfecture de la Dordogne, la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda, le maire de la commune de Tamnies, le président de la Communauté de Communes de Sarlat Périgord Noir, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Sarlat-la-Canéda, le 11 OCT. 2023

Pour le Préfet et par délégation
La Sous-préfète de Sarlat-la-Canéda



Nadine MONTEIL

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.

Sous-préfecture de Sarlat-la-Canéda – 6 place Salvador Allende - 24200 Sarlat-la-Canéda
Tél : 05.47.24.16.66 Fax : 05.53.28.53.69

Mél : sp-sarlat@dordogne.gouv.fr site internet : www.dordogne.gouv.fr



web

> 11 2 3 4 5

Sous-préfecture de Sarlat-La-Canéda

24-2023-10-09-00001

Arrêté portant convocation des électeurs et fixant les périodes de réception de candidatures en vue de l'élection municipale partielle complémentaire de la commune de Vézac les 26 novembre 2023 et 3 décembre 2023

Arrêté n°
portant convocation des électeurs
et fixant les périodes de réception de candidatures
en vue de l'élection municipale partielle complémentaire
de la commune de Vézac
les 26 novembre 2023 et 3 décembre 2023

Le préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code électoral, notamment les articles L.225 et suivants, L.247, L.252 et suivants, R.25 et R.127-2 ;

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le décret du 20 avril 2021 portant nomination de Madame Nadine MONTEIL sous-préfète de Sarlat-la-Canéda ;

Vu les démissions de M. Vincent GRASSI du 18 septembre 2023, de Mme Julie DEBRAY-COGNET le 15 mars 2023, de Mme Caroline DELAVALADE du 1^{er} mars 2023, de Mme Evelyne NAVARRO du 20 octobre 2021, de M. Jérôme COCHÉ du 10 octobre 2020, de leurs fonctions de conseillers municipaux de la commune de Vézac ;

Considérant que l'effectif légal du conseil municipal de la commune de Vézac est de 15 sièges ;

Considérant que le conseil municipal compte cinq sièges vacants soit le tiers de son effectif légal ;

Considérant qu'en application de l'article L.258, il y a lieu d'organiser une élection municipale partielle complémentaire ;

Sur proposition de madame la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda ;

ARRÊTE

Article 1er :

Les électeurs de la commune de Vézac sont convoqués le **dimanche 26 novembre 2023** pour élire cinq conseillers municipaux.

Dans l'hypothèse d'un second tour de scrutin, ce dernier se déroulera le **dimanche 3 décembre 2023**.

Article 2 :

L'élection aura lieu au bureau de vote de la commune désigné à cet effet.

Article 3 :

Le scrutin sera ouvert à 8 heures du matin et clos à 18 heures. Le régime électoral des communes de moins de 1000 habitants sera applicable. Le dépouillement aura lieu immédiatement après la clôture du scrutin.

Article 4 :

Sont appelés à participer à l'élection tous les électeurs inscrits sur la liste électorale générale élargie à la liste électorale complémentaire des européens votant aux élections municipales extraites du Répertoire Electoral Unique (REU) et modifiée en application des articles L.20, L.30 à L.35 et R.17 du code électoral.

Seront également admis à voter les électeurs porteurs soit d'une décision judiciaire ordonnant leur inscription à la suite de réclamation formée dans les délais légaux, soit d'un arrêt de la Cour de Cassation annulant un jugement qui aurait prononcé leur radiation.

Article 5 :

Chaque conseiller municipal est élu au scrutin majoritaire. Pour être élu au premier tour, chaque candidat devra obtenir la majorité absolue des suffrages exprimés et un nombre de suffrages au moins égal au quart de celui des électeurs inscrits. A défaut, un second tour de scrutin, à la majorité relative, sera organisé le dimanche suivant, soit le **dimanche 3 décembre 2023**, qui se déroulera selon les mêmes modalités prévues dans le présent arrêté.

Article 6 :

Chaque candidat à l'élection municipale partielle complémentaire à Vézac des **dimanches 26 novembre 2023 et 3 décembre 2023** doit déposer une déclaration individuelle de candidature en original selon les modalités prévues par la loi, à la :

Sous-préfecture de Sarlat – 6, Place Salvador Allende – Bâtiment principal, 24200 Sarlat-la-Canéda aux jours et heures ci-après :

pour le premier tour :

- du **lundi 6 novembre 2023 au mercredi 8 novembre 2023 de 14h00 à 17h00**,
- le **jeudi 9 novembre 2023 de 14h00 à 18h00**,

pour le second tour :

- le **lundi 27 novembre 2023 de 14h00 à 17h00**,
- le **mardi 28 novembre 2023 de 14h00 à 18h00**.

Aucune candidature ne pourra être déposée au-delà de ces dates.

La déclaration de candidature (CERFA n° 14996*03), accompagnée des documents justifiant de son éligibilité au 1^{er} janvier 2023, doit être déposée par le candidat ou un mandataire qu'il désigne, aux lieux et horaires indiqués ci-dessus. Les candidats ont également la possibilité de présenter une candidature dite « groupée », sans que les candidatures ne soient liées entre elles ; Les candidats peuvent regrouper leur présentation sur un même bulletin de vote.

Aucune candidature transmise par internet, par fax ou par envoi postal ne sera acceptée.

La déclaration de candidature déposée par le(s) candidat(s) vaut enregistrement pour participer au premier tour ainsi qu'au second tour de scrutin.

Les candidats qui ne se seraient pas présentés au premier tour ne peuvent déposer une déclaration de candidature pour le second tour que dans le cas où le nombre de candidats présents au premier tour est inférieur au nombre de sièges à pourvoir. Dans cette hypothèse et dans l'éventualité d'un second tour, les déclarations de candidatures seront reçues aux dates citées ci-dessus.

Article 7 :

Sont éligibles au conseil municipal, s'ils sont âgés de dix-huit ans accomplis au plus tard la veille du 1^{er} tour de scrutin, sauf restrictions prévues par la loi, tous les électeurs de la commune et les citoyens inscrits au rôle des contributions directes ou justifiant qu'ils devraient y être inscrits au 1^{er} janvier de l'année de l'élection.

Article 8 :

La campagne électorale est ouverte, pour le premier tour, à partir du deuxième lundi qui précède la date du scrutin, soit le lundi 13 novembre 2023, et prend fin la veille du scrutin à zéro heure, soit le samedi 25 novembre 2023 à zéro heure.

En cas de second tour, la campagne électorale est ouverte le lendemain du premier tour, soit le lundi 27 novembre 2023, et prend fin la veille du scrutin à zéro heure, soit le samedi 2 décembre 2023 à zéro heure.

Article 9 :

Les panneaux d'affichage électoral de la commune devront être mis en place dès l'ouverture de la campagne électorale, soit le lundi 13 novembre 2023 à zéro heure.

Les emplacements d'affichage électoral seront attribués aux candidats, par ordre d'arrivée des demandes qui devront être déposées à la mairie **au plus tard le mercredi précédent chaque tour de scrutin, soit le mercredi 22 novembre 2023** à midi (R. 28).

En cas de second tour, l'ordre retenu pour le premier tour est conservé entre les candidats en présence.

Article 10 :

Les candidats devront déposer leurs bulletins de vote auprès du maire de la commune de Vézac au plus tard à midi la veille du scrutin, soit le samedi 25 novembre 2023 pour le premier tour et le samedi 2 décembre 2023 en cas de second tour.

Les candidats pourront également remettre les bulletins de vote au président du bureau de vote le jour même du scrutin, soit le dimanche 26 novembre 2023 pour le premier tour et le dimanche 3 décembre 2023 pour le second tour.

Article 11 :

Les candidats devront notifier au maire la liste des assesseurs et des suppléants ainsi que le bureau de vote auquel ils sont affectés, par pli recommandé, **au plus tard l'avant-veille du scrutin à dix-huit heures, soit le vendredi 24 novembre 2023 à 18 heures**. Sauf indication contraire, ces désignations sont valables pour les premier et second tours (R46).

Article 12 :

En application de l'article L.248 du code électoral, tout électeur ou toute personne éligible a le droit d'arguer de la nullité des opérations électorales de la commune devant le tribunal administratif de Bordeaux.

Article 13 :

Conformément aux dispositions de l'article L.247 du Code électoral, le présent arrêté sera affiché, dès publication, dans les formes et lieux habituels de la commune et en tout état de cause, six semaines au moins avant l'élection.

Article 14 :

La sous-préfète de Sarlat-la-Canéda et le maire de la commune de Vézac sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs des services de l'État en Dordogne.

Fait à Sarlat-la-Canéda, le **09 OCT. 2023**

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
la sous-préfète de Sarlat-la-Canéda



Nadine MONTEIL

NB : Délais et voies de recours (application de l'article 21 de la loi n° 2000-231 du 12/04/2000)

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits en recommandé avec accusé de réception :

- soit un recours gracieux, adressé à M. le préfet de la Dordogne-DCL-Cité administrative- 24024 PERIGUEUX CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'intérieur, Place Beauvau – 75800 PARIS ;
- soit un recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif, 9, rue Tastet – CS 21490 – 33063 BORDEAUX CEDEX.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet : www.telerecours.fr.

Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces deux recours. Un rejet est considéré comme implicite au terme d'un silence de l'administration pendant deux mois.